tribune socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 9 AVRIL 1970
N° 449, 1,50 F

PSU

les paysans et le socialisme

Collombert

Vacances en autogestion

Vacances actives et de détente autogérées au moindre coût pour et par les militants du courant socialiste.

Hors des sentiers battus au moindre coût

Pour vos vacances à l'étranger, vous pouvez partir avec une agence ou un des multiples clubs capitalistes dont les buildings en acier et en verre se dressent dans Paris. Les formules du tout compris collectif offertes par le système capitaliste vous donneront des vacances à bon marché. Mais dans leur cas, comme d'ailleurs dans le cas des « voyages pour la jeunesse », vous ne verrez pas grand chose des pays où vous résiderez.

Car le tout compris traditionnel (capitaliste ou pas) c'est aussi le tout prévu : résidence dans des « villages » entre Français, rencontres « contractées » avec des gens du cru : tu es en vacances, alors consomme tes vacances telles qu'on les a fabriquées. Mais dis-moi qui les fabrique, je te dirai ce que tu vas voir. Evidemment, la solution c'est de partir seul ou en famille, mais dans ce cas, le coût du transport devient exorbitant et les frais de séjour sont plus chers.

Après les départs des étés 68 et 69, *Découverte et Culture* propose aux militants et sympathisants du courant socialiste, aux syndicalistes, aux animateurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, etc., une formule hors des sentiers battus : *les vacances en autogestion.*

Première caractéristique importante : les moindres coûts d'organisation. *Découverte et Culture* est une association, régie selon la loi de 1901, sans buts lucratifs, qui ne peut rémunérer ses fondateurs ; de plus, le travail d'organisation est pour partie importante du travail bénévole, volontaire. Cela lui permet de situer ses prix tout compris pour un même service à 20, 30 % parfois la moitié au-dessous des prix courants.

Nature des séjours

Deuxième caractéristique : le groupe décide du contenu commun à donner au voyage ou séjour, en fonction :

— des informations qui lui sont données sur les possibilités de contact, de visite et de repos sur place, soit par les participants du voyage de l'année précédente, soit par les responsables de *Découverte et Culture* ;

— des accords sur le transport et l'hébergement qui ont dû être conclus dès janvier pour pouvoir bénéficier des meilleures conditions de prix.

Ces accords sont passés dans *l'esprit de la formule de voyage de DECOUVERTE ET CULTURE* qui résulte de l'expérience des années précédentes. Elle obéit aux préoccupations suivantes :

— maintenir les coûts les plus bas grâce au transport et à l'hébergement collectifs : en principe logement dans des résidences universitaires ou des auberges de jeunesse. (De ce fait, les couples ne sont pas assurés d'avoir toutes les nuits une chambre réservée. Mais l'expérience des groupes précédents a prouvé qu'il était presque toujours possible de régler ce problème) ;

— chercher à vivre au maximum dans les mêmes conditions que les habitants. Ne pas se « faire balader » en car mais chercher à utiliser les transports locaux. Manger selon les habitudes locales ;

— choisir non pas des circuits tout organisés, mais deux ou trois séjours offrant de préférence quatre possibilités :
- contacts et discussions avec des organisations locales,
- visites d'intérêt politique et touristique,
- contacts directs avec la population,
- farniente total (car les vacances sont un temps où nous avons besoin de nous reposer) ;

— préserver un large temps libre à chacun.

Préparation

Début juin, tous ceux et celles qui se sont déjà inscrits sont réunis à Paris, et éventuellement dans les grandes villes de province (selon leur lieu d'habitation), pour examiner, avec un membre du voyage de l'été précédent, les possibilités offertes par le pays d'accueil, discuter de ce qu'ils veulent trouver, de ce qu'ils recherchent.

(Les absents à la réunion d'organisation peuvent écrire avant pour donner leurs préférences et leurs suggestions.)

Les futurs participants se répartissent les tâches de documentation sur le pays : aspects économiques, politiques, géographiques, historiques, etc. Des fiches spécialisées sont envoyées à tous les participants avant le départ. Au cours de la première semaine, le groupe pourra les discuter et obtenir les renseignements détaillés de la part de chacun des camarades chargés d'un sujet.

Autogestion et contraintes

Pour permettre la constitution des groupes nécessaires à la réalisation des voyages au moindre coût, *Découverte et Culture* doit annoncer un prix tout compris définitif. Pour cela, des accords doivent être conclus bien avant que les désirs et le nombre de futurs participants soient connus. Ce prix correspond à certains services et à certaines contraintes sur les transports, la nature de l'hébergement et de la nourriture. Il est d'ailleurs toujours possible à un groupe, s'il est unanime, de décider de dépenses supplémentaires si chaque participant est d'accord pour en couvrir la somme. De plus, le groupe peut obtenir certaines modifications sur place si elles restent dans les prix fixés à l'avance.

Aussi n'y a-t-il pas autogestion financière des groupes. Les décisions et avis financiers des adhérents de *Découverte et Culture* ne se prennent pas pour chaque voyage mais pour l'ensemble des activités lors d'une rencontre qui a lieu, annuellement. C'est aussi cette rencontre qui permet de faire le bilan et la critique des activités passées et d'orienter l'association.

L'autogestion des séjours, si elle n'est pas une version améliorée des formules traditionnelles, n'est pas non plus un menu à la carte où chaque groupe peut faire tout et n'importe quoi. Ce n'est pas la spontanéité de tous les instants. L'autogestion ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un plan.

Dans quelques rares cas, le cadre de contraintes matérielles dû à la situation locale est tel que la marge dans laquelle s'exerce l'autonomie du groupe est très étroite. Mais *Découverte et Culture* n'y peut rien ; il est préférable d'aller en acceptant ces données inchangeables pour l'instant, plutôt que d'attendre un changement improbable dans l'immédiat.

Voilà, pays socialistes ou tiers monde, finis les voyages passifs, les pseudo-découvertes, ou les voyages de propagande. Voici des vacances attractives parce qu'actives, reposantes parce qu'organisées collectivement, libres parce qu'autogérées en petits groupes, enrichissantes parce que vécues ensemble par des militants venus d'horizons différents.

Voilà une possibilité de vivre une expérience socialiste de loisirs où l'initiative et la créativité de chacun permettent que règnent côte à côte la camaraderie d'une vie de groupe et l'indépendance personnelle.

Un voyage sera totalement réussi ou ne le sera pas selon ce que les participants en feront.

Maintenant, à vous...

● DÉCOUVERTE et CULTURE

94, rue N.-D. des Champs

Paris-6e Tél. : 325-00-09

A LA DECOUVERTE « DES SOCIALISMES »

Pays	*Dates*	*Prix*
Albanie	4/19 juil. 1/16 août	1.220 F
Algérie	5/26 juil. 26 juil. / 16 août	1.150 F
	2/23 août 30 août / 20 sept.	850 F
Cuba	6/27 juin	1.850 F
	27 juin / 25 juil. 4 juil. / 1er août 29 août / 26 sept.	2.350 F
	25 juil. / 22 août 1er août / 29 août	2.550 F
Pologne	5/26 juil. 2/23 août	850 F
Roumanie	5/26 juil. 2/23 août	1.350 F
Suède	7/21 juil. 4/18 août	990 F
Tchécoslovaquie	1/16 août	730 F
	4/26 juil. 1/23 août	830 F
U.R.S.S.	11 juil. / 2 août 1/28 août	995 F
Yougoslavie	4/26 juil. 1/23 août	890 F

TIERS MONDE

Pays	*Dates*	*Prix*
Moyen-Orient (Liban)	5/26 juil. 2/23 août	1.490 F
Mexique	2/29 juil. 1/28 août	1.640 F
Pérou-Bolivie	2/29 août 15 juil. / 3 sept.	2.350 F
Sénégal-Mali	Août	Environ 1.300 F

●

SPECIAL JEUNE

Pays	*Dates*	*Prix*
Bretagne 70	1/15 août 16/31 août	250 F tout compris
	1/31 août	400 F tout compris
Cheval (Haute-Provence)	5/12 et 12/19 juil. 2/9 et 9/16 août	250 F tout compris
	5/19 juil. 2/16 août	450 F tout compris
Montagne (en Oisan)	5/19 juil. 19 juil. / 2 août 16/30 août	300 F tout compris

éditorial

Les remous de la décadence

Manuel Bridier

De la grandeur à la décadence de Rome. le langage n'a guère changé. Tragédiens. tribuns, orateurs gonflaient leur voix. comme avant, du même verbe héroïque. Simplement, on n'y croyait plus.

Ainsi, chez nous, aujourd'hui, quand Pompidou moralise et quand Chaban philosophe, les mots y sont mais il faut toute la distance de l'*Osservatore Romano* pour y discerner la fraternité chrétienne. Ici, personne n'y croit. Chacun sait ce qu'il y a derrière ces tribuns de papier mâché, avec leur morale de pacotille et leur vertu d'apparat : le compromis, l'affairisme, le monde de l'argent, des banques, des spéculations immobilières et des profits d'armement.

Quand Michel Debré joue la Marseillaise, on reconnaît la musique. Mais les mots n'ont plus aucun sens et plus personne n'y croit. Chacun sait qu'il ne reste rien de l'indépendance nationale après la crise monétaire et le voyage à Washington.

Quand Pompidou menace, quand Chaban Delmas fronce les sourcils, on voit bien ce qu'ils voudraient dire : qu'ils sont forts et le resteront. Mais personne — et surtout pas eux — ne peut y croire sincèrement. Chacun sait que les matraques de Marcellin font mal mais chacun, aussi, sait que la violence les fait reculer si elle devient une force, que ce soit sur le campus de Nanterre ou la chaussée des grandes routes.

Quand Roger Frey tend la main, le rôle n'est pas sublime mais du moins, cette fois, passe-t-il la rampe. On ne peut plus ne pas croire. Chacun sait que la majorité s'effiloche, que ses contradictions l'affaiblissent et qu'il lui faut des alliés, à gauche et à droite, à hue et à dia, pour la grande bagarre des municipales. Chacun sait aussi que le gouvernement navigue sans boussole, au hasard des événements, et qu'il peut s'allier avec Pierre ou Paul, de l'autre Poujade à Chandernagor, pour conserver des mairies.

La vérité est que ces gens peuvent dire ce qu'ils veulent : on ne les croit pas. Ils peuvent imaginer ce qu'ils veulent : ils n'ont pas les moyens de le mettre en œuvre. Et pourtant, ils ne sont pas bêtes. Ils ne sont, il faut bien le dire, ni meilleurs ni pires que les autres politiciens.

Simplement, ils sont prisonniers. Prisonniers de l'histoire. Prisonniers de leur classe. Prisonniers des contradictions insolubles du capitalisme français.

Quelques-uns se plaisent à errer, entre ciel et terre, avec des recettes miraculeuses. Mais il n'est pas de recette. Ce ne sont pas seulement les intérêts des classes qui s'opposent mais les intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie. Le grand capital ne peut pas se battre en même temps contre la classe ouvrière et contre les petites entreprises. Ils ne peut ni payer le prix d'une grande mystification — participation, hausse des salaires et société d'abondance — ni faire triompher sur tous les fronts à la fois sa manière à lui de rationaliser l'irrationnel, c'est-à-dire de planifier l'économie d'entreprise.

Les monopoles s'efforcent de gouverner. Leurs hommes sont en effet au poste de pilotage. Mais le « capitalisme monopoliste d'Etat » n'est encore qu'une tendance, un objectif. Les intérêts marginaux pèsent encore très lourd et la machine de l'Etat s'enlise lentement, sous l'action conjuguée de la pression populaire et de ses propres contradictions.

Les avatars du VI[e] Plan, la pitrerie de la « planification sans chiffres », ne font qu'illustrer l'incapacité du pouvoir à prendre ses décisions et à les faire appliquer, son incapacité à choisir entre les forces et les intérêts qui le soutiennent et qui le déchirent.

Partout, la contestation éclate. A l'université. A l'usine. Mais aussi aux champs et dans la boutique de l'épicier. Nous nous en réjouissons, bien sûr, comme on peut se réjouir quand se lézarde un édifice que l'on doit abattre. Et nous voyons se renforcer de nouvelles couches sociales la masse immense, majoritaire, des adversaires du régime.

Soyons lucides, cependant. La bataille n'est pas gagnée. Les contestations ne s'additionnent pas. Il y a d'un côté les forces montantes, la classe ouvrière et ses alliés naturels, dont la lutte est porteuse de la société future, parce qu'elle apporte une solution générale, une conception d'ensemble de l'économie et de l'Etat. Il y a de l'autre les secteurs attardés, éliminés par le développement des forces productives, dont la révolte est limitée à des revendications catégorielles impossibles à satisfaire et qui s'accrochent au passé.

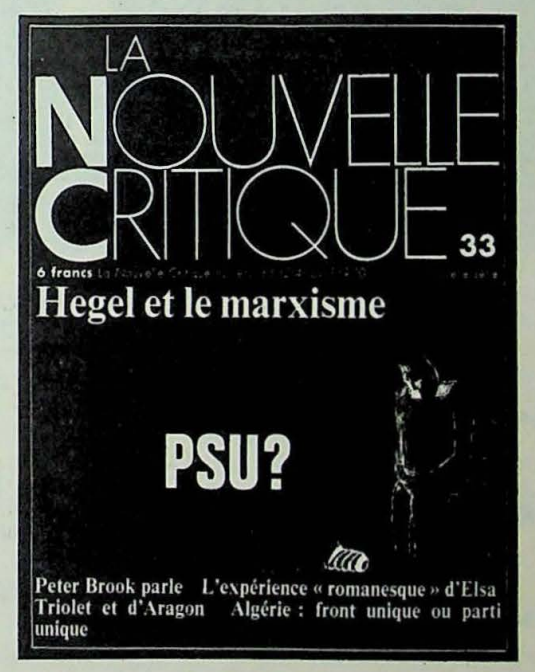
Le refus de ces secteurs à la raison des monopoles est positif dans la mesure où il affaiblit le système. Il ne débouche pas, pour autant, sur la mise en cause de la société mais sur de nouvelles contradictions, au sein même de ces couches sociales, dont certaines parties seulement pourront se détacher de leur classe et rejoindre les rangs du prolétariat.

C'est là le deuxième aspect positif de ces manifestations, mais ce n'est pas spontanément qu'il se développera. Un travail politique est nécessaire pour faire passer la lutte des classes à travers les couches flottantes de la petite bourgeoisie en cours de prolétarisation. Il faut lire à ce sujet le livre excellent de notre camarade Bernard Lambert sur la lutte des classes et les paysans. Il faut utiliser la fiche que vient de publier notre service « formation » sur *les petits commerçants et la crise du commerce*. Il faut s'appuyer sur les crises actuelles, non pour un soutien opportuniste à n'importe quelle revendication, mais pour expliquer leurs causes fondamentales et la voie socialiste de leur dépassement. Il faut soutenir sans faiblesse toutes les victimes de toutes les répressions, mais apporter en même temps une critique positive et des perspectives politiques.

Devant ce gouvernement de provocation et de complaisance, devant ces muets qui pérorent, ces manchots qui gesticulent, ces impuissants qui menacent, chacun se dit : « cela ne peut pas durer ». Mais la coalition des mécontentements ne conduit pas à la victoire.

A elles seules, la confusion et la paralysie du pouvoir ne peuvent conduire qu'au fascisme, dernière tentative désespérée du grand capital pour imposer sa survie. Les remous de la décadence ne portent en eux-mêmes que la ruine, si la classe révolutionnaire n'est pas capable d'abattre le pouvoir bourgeois et d'entraîner les masses dans la plus grande aventure de l'histoire : la bataille pour le socialisme.

Telle est l'affaire de notre temps. □



Abonnez-vous !

Tarif France : 1 an : 50 F - 6 mois : 27 F.
Etudiants : 1 an : 30 F - 6 mois : 15 F.
Etranger : 1 an : 60 F - Etud. étrang. 1 an : 40 F.

Retournez le bulletin ci-dessous avec chèque bancaire ou postal (C.C.P. Paris 6956.23) à LA NOUVELLE CRITIQUE - 19, rue Saint-Georges, PARIS-IX[e].

Nom : ..... *Prénom* : .....
Rue : ..... *N°* : .....
Localité : ..... *Profession* : .....
Département : ..... *Tél.* : .....

luttes ouvrières

Elie Kagan

Elie Kagan

Les ouvriers, les syndicats, la politique

Jacques Ferlus

La Fondation Nationale des Sciences Politiques vient de publier les résultats d'une enquête réalisée par G. Adam, F. Bon, J. Capdevielle, R. Mouriaux et administrée par l'I.F.O.P. Les enquêteurs voulaient connaître les comportements et les attitudes politiques des ouvriers — précisément des ouvriers et non des travailleurs en général.

Les résultats de cette enquête sont intéressants, même si au niveau de l'attitude des ouvriers vis-à-vis des organisations syndicales elle nous réserve peu de surprises.

On constate une fois de plus combien la C.G.T., ses mots d'ordre, ses revendications emportent l'adhésion des travailleurs.

On peut critiquer, avec les meilleurs arguments, cette centrale, il n'empêche que sur le terrain l'influence et la force de la C.G.T. sont constantes. Ce qui veut dire que toute critique de son comportement et de ses choix doit se faire à ce niveau, celui de l'entreprise. C'est d'ailleurs ce que dit la C.G.T. elle-même et ce que font les militants ouvriers du P.S.U.

L'enquête étudie aussi les comportements ouvriers à l'égard de la politique, les enseignements sont importants. On y apprend entre autres choses que 39 % des ouvriers seulement se disent de gauche. Voilà qui doit poser bien des questions.

Mais examinons plus en détail les résultats de cette enquête.

Les syndicats et les syndiqués

Le tableau suivant donne les réponses à trois questions, réponses qui permettent de se faire une ideé du choix des ouvriers en matière de syndicalisme :

	Sans réponse	F.O.	C.F.D.T.	C.G.C.	C.G.T.	Autonome	C.F.T.C.	Ne votent pas	Non syndiqués
En cas d'élection, pour qui voteriez-vous ?	12	8	9		32	10	2	16	11
A quelle organisation êtes-vous syndiqué ?	1	2	5	1	20	2	(0,4)		68
En mai 1968 :									
— L'attitude des syndicats vous a satisfaits		22	26		38				
— Vous a déçus		39	37		40				

Les élections professionnelles ont donc une grande importance, 84 % des travailleurs déclarent y participer. La C.G.T. est la plus choisie, mais après elle, ce sont les syndicats autonomes et les non-syndiqués qui sont préférés.

32 % des ouvriers disent appartenir à une organisation syndicale, ce qui n'est pas si mal. En France on situe généralement le taux de syndicalisation autour de 20 %. Les ouvriers étant nettement au-dessus de cette moyenne, on peut en déduire que les autres catégories de salariés sont nettement au-dessous.

Parmi les syndiqués, la C.G.T. se taille un beau succès en regroupant plus de 60 % d'entre eux. Le faible score de F.O. démontre bien la perte de vitesse de cette centrale en milieu spécifiquement ouvrier.

Nous apprenons également dans cette enquête qu'un travailleur sur deux a participé à une réunion syndicale au moins dans l'année. 77 % d'entre eux estiment que le rôle des délégués est important et utile. Parmi ceux-ci 34 % pensent que ces délégués se crèvent pour des gens qui n'en valent pas la peine.

Cela dit, peu nombreux sont ceux qui participent à un travail militant, y compris parmi les syndiqués : 8 % disent avoir déjà collé des affiches, 13 % avoir prélevé des cotisations. 23 % de l'ensemble déclarent avoir fait un piquet de grève (il y a 32 % de syndiqués). Au moment de l'enquête 8 % seulement avaient des responsabilités syndicales. Mais cela ne veut pas forcément dire que les travailleurs se désintéressent de l'action syndicale, la preuve en est que lorsqu'un tract est distribué, les travailleurs en discutent entre eux sur les lieux du travail, dans la proportion de un sur deux.

Quelle image de marque

Les enquêteurs se sont livrés à un petit jeu. Ils ont donné aux ouvriers interrogés une liste d'adjectifs en leur demandant d'indiquer les deux qui paraissaient le mieux convenir à chacune des centrales syndicales. Voici le résultat :

	C.F.D.T.	C.G.T.	F.O.
Sans réponse	57	39	63
Moderne	23	13	12
Bureaucratique	15	7	17
Puissant	14	35	14
Clérical	10	0	4
Vendu	4	3	8
Responsable	12	11	10
Communiste	2	34	6
Démocratique	17	12	13
Politisé	18	25	18
Irresponsable	6	2	7
Indépendant	19	9	24
Révolutionnaire	4	10	3

La C.G.T. et la C.F.D.T. peuvent estimer que l'image qu'elles essaient de donner d'elles-mêmes est assez bien perçue. Encore que la C.F.D.T. pouvait souhaiter être un peu moins cléricale et davantage révolutionnaire. Quant à F.O., les qualificatifs de politisé, communiste et clérical ne plairont sûrement pas à Bergeron.

Environ 80 % des ouvriers estiment que la grève reste l'arme la plus efficace des travailleurs. Ils préfèrent une grève longue et dure (42 %) à une série de grèves de courte durée (30 %). Pour eux, les grèves les plus payantes sont celles qui sont organisées au niveau régional ou national (51 %), plutôt que celles qui se déclenchent sur des problèmes propres à l'entreprise (31 %). Ces dernières sont pourtant les plus fréquentes actuellement. Est-ce à dire que les travailleurs ne les engagent que faute de mieux ?

Sur les revendications, il a été demandé aux ouvriers de dire celles qui leur apparaissent comme les plus importantes.

(Voir tableau en bas de page.)

Les points obtenus par l'abaissement de l'âge de la retraite, les 40 heures, les bas salaires, montrent bien que les ouvriers choisissent les revendications les plus concrètes, celles dont ils voient déjà le résultat. L'autogestion et les nationalisations arrivent loin derrière, ce qui ne veut pas dire que les syndicats ne doivent pas avancer de telles revendications.

Les ouvriers et la politique

54 % des ouvriers estiment que les syndicats font trop de politique, mais 32 % d'entre eux considèrent qu'ils ne peuvent pas faire autrement. 60 % pensent que les syndicats devraient conclure des accords avec les partis politiques et 34 % souhaitent que cet accord ne se réalise qu'avec un seul parti.

Cela dit, l'ouvrier s'intéresse à la politique et il estime que l'activité politique est tout à fait honorable. La moitié des ouvriers discutent de politique à l'usine et dans leur famille, mais peu avec les gens de leur quartier (28 %). Comme quoi il n'est pas utopique de préconiser le débat politique dans l'entreprise. D'autant que 57 % des ouvriers estiment qu'à l'heure actuelle leurs intérêts sont mieux défendus par les syndicats que par les partis (35 %).

Il est très net, d'après cette enquête, que les ouvriers ne sont que peu réceptifs au langage des politiques, à vrai dire ils ne se sentent pas concernés. Au premier tour de l'élection présidentielle, Georges Pompidou a fait le meilleur score chez les ouvriers (22 %). Jacques Duclos n'a recueilli que les suffrages des adhérents de la C.G.T. (21 %). Deferre 4 %. Rocard 3 %. Krivine 1 %. 29 % des ouvriers ont donc choisi un candidat de gauche, alors que 39 % déclarent se situer dans cette catégorie politique. Mais ce

	Sans réponse	Très importante	Assez importante	Peu ou pas importante
La semaine de 40 heures	2	66	20	12
Une augmentation pour les bas salaires plus forte que pour les autres	1	78	16	5
L'échelle mobile des salaires	12	55	23	10
La nationalisation des grands secteurs de production	18	25	22	35
L'autogestion	29	18	26	27
La participation dans les entreprises	10	47	27	15
Une hausse des salaires respectant l'éventail actuel	9	44	27	20
L'abaissement de l'âge de la retraite	1	89	8	2

alain badiou . abraham behar . manuel bridier . serge depaquit . andré granou . abu hassan . marc heurgon . rossana rossanda . emmanuel terray . jean marie vincent .

QUE FAIRE

71, RUE DULONG, PARIS 17e
ABONNEMENTS (1 AN) : 6 Nos 28 F
DE SOUTIEN A PARTIR DE 50 F

qui est bien plus alarmant, c'est que 35 % des ouvriers n'ont pas mis de bulletin dans l'urne, au premier tour de cette élection, 54 % au deuxième tour.

Après cela, on peut toujours continuer à affirmer que seule l'action syndicale a sa place dans l'entreprise, mais alors il faut prendre les moyens qui assureront la continuité du combat au niveau politique, qui aideront les travailleurs à être logiques et efficaces dans leurs choix. Ou alors on n'a vraiment plus le droit de se lamenter sur ce qui arrive et pourrait encore arriver. Les faits montrent que l'entreprise est un vaste champ d'action et de formation, et non un terrain de dispute ainsi que semblent la considérer certains.

Sur le contrôle ouvrier

Les ouvriers sont prêts à exercer un contrôle et à exercer des responsabilités dans les secteurs qui se rapprochent de leurs actuelles revendications (salaires, revenus, durée du travail). Les problèmes d'organisation et de gestion ne recueillent que peu de suffrages. La notion de contrôle ouvrier, si elle est déjà perçue, nécessite malgré tout encore de longs efforts.

Les réponses de l'enquête sur ce point seront d'une grande utilité pour les militants socialistes. En effet, dans le cas d'une extension du pouvoir des ouvriers dans l'entreprise, voici ce que ces derniers souhaitent contrôler :

	1re réponse	2e réponse	3e réponse
Sans réponse	2	2	3
Embauche	19	5	7
Licenciements	6	6	5
Organisation de la production	9	4	5
Promotion	3	5	7
Investissement, gestion financière	3	4	3
Nomination de votre chef	2	2	3
Répartition des bénéfices	11	14	13
Organisation des postes de travail	6	8	9
Discipline intérieure	4	6	6
Salaires	27	22	18
Durée du travail	8	19	21

Après 18 jours de lutte

De notre correspondant à Quimper

Lundi 23 mars. Les 350 employés des Ateliers Le Minor de Pont-l'Abbé en grève depuis le 5 mars reprennent le travail.

Ainsi, malgré toutes sortes de manœuvres et de pressions d'un patronat à la fois buté et retors, malgré les graves difficultés que la grève entraînait pour eux, les grévistes ont magnifiquement mené leur juste combat pendant 19 jours. Le fait est d'autant plus remarquable sans doute que la région bigoudène n'avait guère connu depuis fort longtemps de mouvements sociaux dans le secteur privé et que le personnel des Ateliers le Minor est presque exclusivement féminin et syndiqué depuis seulement deux ans.

Sans doute les revendications ouvrières n'ont pas été entièrement satisfaites. Il reste que le bilan de la grève est extrêmement positif.

Début mars, le patronat refusait avec une brutale arrogance toute discussion. Il a été obligé de discuter.

Exemple « dangereux »

Il a dû concéder des augmentations horaires allant de 33 centimes pour les plus bas salaires à 16 centimes pour les moins bas. Il a dû rétablir les coefficients qu'il avait abaissés arbitrairement pour une partie du personnel. Il a dû prendre l'engagement de respecter toutes les clauses de la Convention collective et de ne pas exercer de « représailles » à l'encontre des délégués ou de tout autre employé...

Le masque du paternalisme patronal est tombé dans les affrontements des premières semaines de mars, et le personnel a découvert en pleine clarté le vrai visage d'un patronat toujours férocement âpre (sinon toujours habile) à préserver, sans partage, son autorité absolue et ses intérêts exclusifs.

Avec la constatation que pour obtenir quelques avantages du patronat, il faut le lui arracher, la combativité ouvrière sort renforcée de la lutte. Celle-ci continue sans attendre pour obtenir la satisfaction de toutes les revendications et d'abord par exemple l'augmentation horaire uniforme de 40 centimes pour tous les employés.

Avec la conscience accrue de la véritable nature de l'exploitation et de l'oppression subies, s'est élargi et affermi chez beaucoup le sentiment de la nécessité de renforcer les droits du personnel dans l'entreprise, d'y imposer un véritable contrôle ouvrier.

Ce qui est certain aussi, c'est que les effets de la grève des Ateliers Le Minor ne se limiteront pas à cette seule entreprise. Pour tout le secteur privé de la région quï, jusqu'ici était généralement calme, bien que durement xeploité, cette grève sera un exemple et doit jouer sans tarder un rôle important, sinon décisif d'entraînement.

Avec l'appui du Conseil Municipal

Ajoutons qu'un large mouvement de solidarité s'est manifesté dans la population du canton bigouden, chez les marins pêcheurs, les commerçants, les paysans, chez les salariés et les ouvriers, nombreux à être conscients que le combat des A.L.M. était aussi le leur.

La section P.S.U. de Pont-l'Abbé a apporté tout au long du mouvement son soutien actif aux grévistes.

A son appel s'est constitué un Comité de Soutien (C.F.D.T. - C.G.T. - F.E.N. - Secours Populaire - Ligue des Droits de l'Homme - P.S.U. - P.C.F.), qui a organisé une collecte rapportant plus de 3.000 francs.

Notre camarade A. Le Dilesquer, conseiller municipal, a fait adopter le 19 mars par le Conseil municipal, la motion suivante : « Le C.M. comprend les justes revendications du personnel des A.L.M. et estime légitime et raisonnable que la direction y fasse droit. »

Prise de position assez inattendue à vrai dire de la part d'un Conseil municipal qui se situe nettement à droite, en particulier le maire, chirurgien, aristocrate distingué et parfaitement réactionnaire.

L'action du P.S.U.

Au Conseil municipal, comme dans les entreprises, la section P.S.U. de Pont-l'Abbé mène et continuera de mener le même combat. Elle se refusera comme par le passé à la démagogie et aux tromperies électorales de la droite. Elle ne dira pas qu'un bon conseil municipal (de droite) apporte « la propérité et le bonheur » aux citoyens de la commune.

Elle continuera à soutenir la lutte des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence, la seule lutte décisive, celle des exploités contre toutes les formes, brutales ou sourprospérité et le bonheur » aux cipression capitalistes.

Lors du meeting du mardi 10 mars, les responsables C.F.D.T. ont souligné avec force, le caractère de lutte de classe du conflit qui oppose le personnel et la direction des Ateliers Le Minor. C'est bien par cette lutte seulement que les travailleurs du pays bigouden comme l'ensemble des travailleurs obtiendront une amélioration décisive de la condition ouvrière. □

alain badiou . abraham behar . manuel bridier . serge depaquit . andré granou . abu hassan . marc heurgon . rossana rossanda . emmanuel terray . jean marie vincent .
QUE FAIRE
71, RUE DULONG, PARIS 17e
ABONNEMENTS (1 AN) : 6 Nos 28 F
DE SOUTIEN A PARTIR DE 50 F

L'internationalisme n'est pas un vain slogan

De notre correspondant à Créteil

A l'hôpital Henri Mondor (Créteil) s'est déroulé le scénario, hélas ! bien connu : l'entreprise privée chargée de faire le ménage dans l'hôpital, et employant des travailleurs « intérimaires », c'est-à-dire sans garantie d'emploi, tous émigrés de surcroît, à l'expiration du contrat la liant avec l'Assistance publique, licencie l'ensemble du personnel.

A l'initiative de la C.F.D.T. et de F.O., une assemblée du personnel se tient avec l'ensemble des travailleurs licenciés, des infirmiers et infirmières et le personnel ouvrier.

L'assemblée décide d'agir collectivement pour refuser les licenciements et pour que cesse la ségrégation dans l'hôpital (vestiaires communs, accès libre à la cantine avec les tickets A.P., etc.).

Mandatés, les deux syndicats ont obtenu :

— la réintégration de la majorité des travailleurs licenciés dans la nouvelle entreprise de ménage,
— des vestiaires décents, et l'accès à la cantine.

Tout n'est pas réglé encore ; il reste à arracher une prime supprimée par la nouvelle entreprise. et surtout la garantie de l'emploi.

Les leçons que nous tirons de cette action sont multiples :

En positif :

— l'habitude prise lors de la dernière grève se confirme : la démocratie des travailleurs décidés à lutter est devenue naturelle à Henri Mondor,
— l'internationalisme prolétarien n'est pas un slogan vide. Effectivement, des travailleurs de France se sont battus avec les émigrés. Surtout, les contacts pris dans la lutte se consolident. Une confiance réciproque est née, encore fragile, mais qui peut permettre de faire reculer le racisme latent qui existe dans l'hôpital,
— les actions résolues (avec prise de contrôle momentanée du réfectoire et du bloc administratif) de mars ont servi de leçon à la direction.

En négatif :

— le problème des intérimaires n'est pas résolu au fond. Réintégrés cette fois-ci, ces travailleurs restent sous la menace de nouveaux licenciements à l'expiration du contrat actuel. Seul leur recrutement dans le cadre de l'Assistance publique, représenterait une sécurité plus grande,
— l'assemblée n'a réuni qu'une minorité du personnel infirmier. Seuls les ouvriers (y compris les syndiqués à la C.G.T.) sont venus en nombre.
— l'unité syndicale a été rompue. C'est là une lourde responsabilité qu'a prise le bureau de la section C.G.T. Espérons que cette décision est purement passagère et qu'il y aura un redressement de la situation dans le syndicat.

Mais, au total, les aspects positifs l'emportent, et il reste que cette première manifestation, embryonnaire mais prometteuse, peut montrer la voie juste en ce qui concerne la nécessaire unité titulaires-intérimaires, travailleurs français et immigrés.

Réponse à « France Nouvelle »

A propos d'un article de « France Nouvelle », organe du P.C.F., qui attaquait violemment la section P.S.U. d'Henri Mondor, en ironisant sur les « prises de contrôle » sans lendemain et la confusion (sic) entre action d'entreprise et lutte contre le pouvoir central, nous avons à répondre :

— que ces prises de contrôle transitoires ont eu pour débouché la démarche syndicale appuyée par l'assemblée. Dans la mesure où les objectifs locaux étaient atteints, il n'y avait aucune raison de maintenir ces formes d'actions,

— que sur le plan politique, la section P.S.U. a toujours dit que l'adversaire principal restait l'Etat bourgeois et que seule la lutte de TOUS les travailleurs de l'A.P. pouvait le faire reculer. Simplement, en ce qui concerne cette grève d'entreprise, il nous paraît juste de dire que si le mouvement *d'ensemble* se fait avec *ce* type d'action (prise de contrôle), l'Administration sera effectivement atteinte.

Que « France Nouvelle » le veuille ou non, la grève classique des hôpitaux (où il ne se passe rien puisque le travail est toujours assuré) laisse insensible le pouvoir central. Toute action qui entraîne la solidarité des malades et de leur famille est une atteinte directe à la bureaucratie hospitalière, plus efficace et plus juste politiquement.

Nous relevons enfin deux anomalies curieuses dans l'article de « France Nouvelle » : 1) toutes ces actions ont été décidées par l'assemblée du personnel en grève.... Curieusement, cela devient des actions de commandos minoritaires et... gauchistes. De deux choses l'une : ou « France Nouvelle » a de mauvaises informations (jamais les gauchistes ne comptent un tel nombre de militants... pas de surestimations, camarades !) ou bien désormais toute action de masse non conforme sera classée par le P.C.F. comme minoritaire (!) et aventuriste,

2) pourquoi avoir omis de signaler l'appel et l'animation de la grève par un front syndical (C.F.D.T.-F.O.)... Diable !... même l'unité syndicale est gauchiste maintenant ?

A notre tour de poser une question : Pourquoi nos camarades communistes ont-ils refusé d'entrer dans la lutte pour la réintégration des travailleurs licenciés ?... Les devoirs de solidarité prolétarienne n'ont plus de sens ? □

Un préfet "humaniste"

François Naud

Le commandant du groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique, son adjoint, le médecin inspecteur régional de la Santé, huit gendarmes motocyclistes, quatre fourgons de gendarmes et deux ambulances ont enlevé trois travailleurs affaiblis par vingt-et-un jours de grève de la faim. Cet exploit, hors du commun, est l'œuvre du préfet des pays de Loire. Jeudi 2 avril, vers 21 heures, avec la plus grande discrétion, alors que les militants syndicalistes somnolaient, les forces de la répression ont fait irruption dans le local occupé par les grévistes. Après une brève sommation, les gendarmes saisirent avec brutalité les travailleurs, les « ficelèrent » sur des civières et le convoi gagna rapidement le C.H.U.

Pendant plus d'une heure et demie il fut impossible de les approcher ; après de longues discussions, les épouses des militants pouvaient seules, les rencontrer. Aucun homme ne put cette nuit-là communiquer avec les trois syndicalistes, la loi du silence dictée depuis le cabinet du préfet ayant été instaurée par un chantage vulgaire sur les travailleurs de l'établissement hospitalier.

Devant les journalistes convoqués, un préfet, très sûr de lui, expliquait son initiative nocturne : « Cette hospitalisation m'est dictée par un souci d'humanité et reste conforme à la loi sur la non-assistance à personne en danger... Je ne suis pas un briseur de grève ».

Le patronat avec le préfet

Dès les premiers jours du conflit le patronat qui dispose d'une milice intérieure à l'usine, envoya celle-ci interdire aux journalistes l'accès du local occupé par les grévistes de la faim. Les militants réussirent cependant à déjouer la manœuvre en empruntant leurs appareils photographiques aux reporters. Le directeur ne s'avouant pas vaincu, téléphona aux directions de la presse régionale leur enjoignant de ne publier aucun cliché des travailleurs en grève, les menaçant même de poursuites judiciaires. La première photographie ne paraîtra que le quatrième jour de l'action.

Le préfet effectua à plusieurs reprises de sérieuses pressions sur le médecin qui assistait les grévistes. Il obtint notamment que l'Ordre des médecins se réunisse pour statuer sur le problème particulier de la grève de la faim. Cette réunion devait finalement dégager entièrement les responsabilités du médecin et de l'entourage des grévistes, ces derniers gardant leur entière liberté quant à l'arrêt ou à la poursuite de leur action.

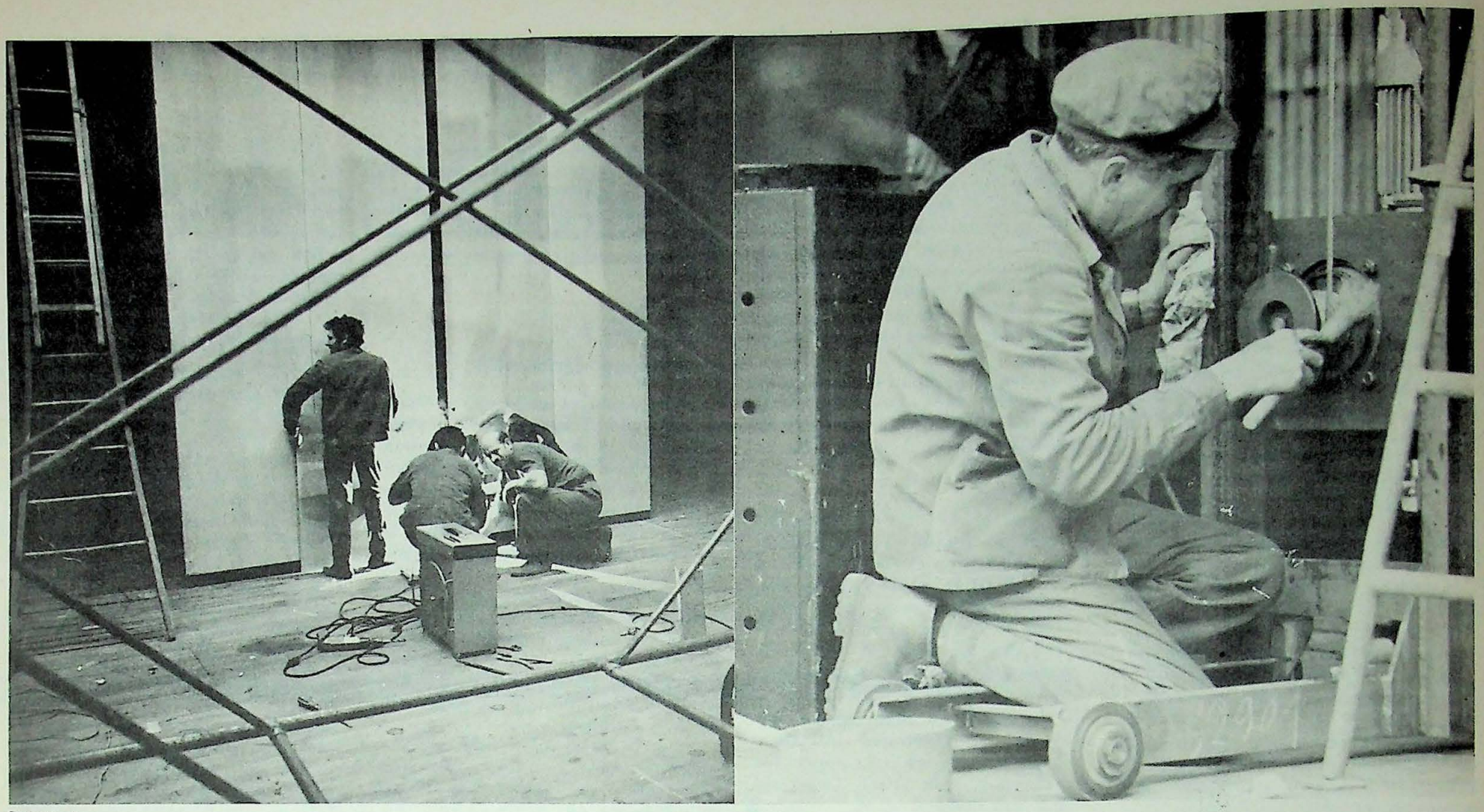
Mais l'élément le plus important, celui qui a dicté sans aucun doute l'enlèvement de jeudi soir, reste l'entreprise systématique de démolition menée depuis le début de l'action par les militants du P.C.F. pour la plupart délégués cégétistes.

Les grandes manœuvres de la C.G.T

Le mouvement conduit par des militants de la C.F.D.T. portant en préalable la retraite à soixante ans, tout dans leur comportement laisse penser que les militants du P.C.F. craignent une extension de la lutte sur le plan régional voire national. Les arguments de la C.G.T. sont révélateurs de cet état d'esprit. Leur comportement, en proposant le moins d'actions possibles, et le prétexte avancé : « qu'il ne faut pas faire perdre trop d'argent aux gars », ont profondément choqué beaucoup d'adhérents de la C.G.T.

Ainsi dans une centrale thermique de l'E.D.F. proche de l'usine de *Sud-Aviation-Bouguenais* à Cheviré l'intersyndicale publia un tract de solidarité aux grévistes de la faim. Des militants du P.C.F. sont intervenus auprès du syndicat C.G.T.-E.G.F.-E.D.F. pour le désavouer. Ce syndicat mis en cause diffusa alors un tract intitulé « Procédé malhonnête » et qui laissa croire que la C.F.D.T. avait forcé la main à un militant de la C.G.T. Une information confirmée par les militants P.S.U. de *Sud-Aviation* et de la centrale de Cheviré laisse apparaître que le tract mis en cause avait été voté en intersyndicale et que les délégués de la C.G.T. avaient participé à sa distribution.

Le leader cégétiste de *Sud-Aviation* fait planer sur ses troupes la menace de l'exclusion aux camarades qui ne suivraient pas la ligne dictée. La hargne des militants communistes est d'autant plus forte que l'initiative du mouvement leur a échappé dès son origine. La grande majorité des travailleurs de l'entreprise étant favorable à une action portant comme objectif prioritaire la reconquête de la préretraite à soixante ans, tout laisse penser que la manœuvre nocturne du préfet des Pays de Loire n'est qu'un épisode dans la lutte que mènent les travailleurs de l'usine S.N.I.A.S. de Bouguenais. Le printemps social nantais dépendra de l'attitude des centrales syndicales face à l'action du représentant du pouvoir et bien sûr de l'attitude des militants du P.C.F.



Collombert

Une vieille histoire

Rémy Grillault

Une fois de plus une société industrielle s'installe dans les conflits sociaux. Les travailleurs de la société Tunzini (installations de chauffage, climatisation, siège social : 90, rue Cardinet ; une cinquantaine de chantiers dans la région parisienne et des chantiers dans toute la France) ont mené une grève de neuf jours, du 11 au 20 mars 1970.

Ce n'était pas la première, mais l'aboutissement d'une épreuve de force qui dure depuis un an.

Il y a un an, jour pour jour, en effet, un ordre de grève (C.G.T.-C.F.-D.T.) pour le 11 mars 1969 est lancé sur les revendications suivantes : la garantie de l'emploi, la revalorisation des salaires, le 13e mois promis depuis octobre 1968, et les mesures de mensualisation. **Réponse de la direction : « mise en congé du personnel » avec récupération le 15 mars, flairant bon le lock-out. Riposte syndicale : ordre de grève reporté au 15 mars.**

Propositions de la direction : un accord d'entreprise qui comporte un préavis de grève de 20 jours, des augmentations de salaires, le fameux 13e mois et la stipulation qu'en cas de conflit, les accords sont automatiquement annulés.

Bel exemple de chantage patronal ! Les syndicats refusent le préavis et renvoient la balle en exigeant que la clause d'annulation soit remplacée dans les mêmes cas de conflit par une procédure d'urgence de négociation, **et l'inclusion dans le contrat d'embauche du droit au 13e mois. Devant l'acceptation d'un accord de principe de la direction, annulation de la grève du 15.**

Chantage et division

En fait, le 21 mars, la direction remet le texte résultant des négociations. Il y manque la procédure d'urgence, le maintien des accords d'entreprise en cas de conflits, il n'y reste que le préavis de grève de vingt jours !

Le 27 mars 69, les représentants des syndicats réclament par lettre l'inclusion dans les accords de la procédure d'urgence et du maintien des accords en cas de conflit.

Le 28 mars la direction refuse et menace de ne pas donner le 13e mois.

Les 2 et 3 avril, la C.G.T. et la C.F.-D.T. consultent le personnel : une majorité de travailleurs refuse de voir remettre en cause le droit de grève. Ces atermoiements conduisent la direction à décider unilatéralement que les accords ne seront pas signés en 69. Les travailleurs de Tunzini ne pouvaient accepter cette situation. Celle-ci était aggravée à la rentrée par une dégradation de la gestion (embauche anarchique, utilisation du personnel intérimaire, structures mouvantes).

Ceci débouche sur une grève d'avertissement le 11 septembre 69. Les travailleurs obtiennent une prime exceptionnelle de 400 francs. En février dernier la situation est toujours la même. De plus les négociations débouchent sur une tentative de division de la classe ouvrière : les problèmes devant être traités par catégorie salariale, décide la direction. Ceci n'est plus tolérable.

Le 11 mars dernier, M. Bernard Tunzini met à la porte de son bureau les délégués C.G.T. et C.F.D.T. ; grève spontanée partie de la base.

Unis contre les trusts

Des contacts ont été pris par des militants P.S.U. avec les travailleurs en grève de Tunzini, une collecte a été organisée sur la voie publique, des tracts ont été distribués et les travailleurs des entreprises avoisinantes ont été tenus au courant de l'évolution de la grève, jour par jour, constituant ainsi une liaison indispensable à la solidarité locale.

Cette action débouche sur une concertation entre travailleurs (Tunzini, Heurtey, Saunier-Duval, S.C.E.T.A.), seule réponse de classe contre la concertation capitaliste des trusts.

L'organisation des travailleurs en lutte saura répondre à l'arbitraire des décisions que les trusts imposent en fonction de la seule idée de profit fallacieusement déguisée sous les termes de « rentabilité, concentration », tel le trust Pont-à-Mousson dont dépend Tunzini.

CHAQUE SEMAINE LISEZ

Tribune Socialiste

VIE militante

Secteur Entreprises

18 et 19 avril

Journées du Secteur Automobile : France (P.S.U.)-Italie (P.S.I.U.P.) à Lyon.

Ecrire pour inscription à la Commission « Lutte Sociale » Fédération P.S.U. du Rhône, 49 - Montée-de-la-Grande-Côte, LYON-1er.

●

2 et 3 mai

Journées du Secteur Textile, à Roubaix.

Ecrire pour inscription à Robert MALVY, 97, rue d'Oran, ROUBAIX.

●

30 et 31 mai

Conférence Nationale des Sections et Groupes d'Entreprises du P.S.U.

Ordre du jour : Contrôle ouvrier et lutte de classe. Lutte politique par branche d'industrie.

Cette annonce tient lieu de convocation.

Souscription : premier bilan

Daniel Frachon

Tribune publie dans ce numéro la première liste concernant la souscription lancée par la direction politique nationale pour l'acquisition d'un nouveau siège central du parti. Ainsi, chaque fédération et pour faire chaque section pourra apprécier l'effort qu'il reste à faire.

A ce jour nous comptabilisons 872 réponses. Ce premier chiffre signifie qu'un peu plus de 5 % des militants du parti ont répondu. C'est très peu, je laisse à chaque militant et à chaque section le soin de l'apprécier ; pour ma part j'ai déjà dit ce que j'en pensais.

Les autres chiffres : nous comptabilisons 120.000 francs de dons, 80.000 francs de prêts internes, 11.000 francs de bons de souscription et 290.000 de caution. Compte tenu du nombre de réponses, ces derniers chiffres sont encourageants. Ils démontrent tout simplement que l'objectif peut être atteint facilement. C'est pour chaque militant une question de volonté politique ; c'est pour chaque groupe, section, fédération, un problème de mobilisation.

La souscription pour le nouveau siège central doit être relancée dans tout le parti.

Le B.N. demande à chaque section, groupe, fédération, de mettre cette question à l'ordre du jour de leur prochaine réunion pour faire un premier bilan et pour examiner notamment pourquoi il y a si peu de réponses, et pour voir comment associer à l'effort du parti tous ceux qui se sentent concernés par le combat qu'ils mènent pour le socialisme.

Les démarches qui ont été faites pour la recherche de nouveaux locaux sont sur le point d'aboutir. Le local est trouvé, déjà des équipes de militants sont au travail pour le règlement des problèmes techniques, et d'aménagement. Il ne reste qu'un seul problème à régler : celui du financement ; il dépend de vous, camarades.

Bon courage à tous.

• Les fonds sous forme de dons ou de prêts, au parti doivent être versés le plus rapidement possible **à l'ordre du P.S.U. C.C.P. 14020-44 avec la mention « don » ou « prêt » sur ... années par chèque bancaire ou chèque postal et envoyés à « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS 15e.**

• Des bons de souscription vont être fournis à toutes les fédérations. Ils se présentent sous forme de carnets à souches de 10 bons. Pour faciliter leur placement à l'extérieur, nous n'avons pas indiqué de valeurs ; ils seront donc valables pour toutes les sommes, de la plus modeste à la plus importante.

NUMERO DU DEPARTEMENT	DEPARTEMENT	NOMBRE DE REPONSES	DONS	PRETS	CAUTION
1	AIN	4	240,00	300,00	200,00
2	AISNE	8	590,00	500,00	3.000,00
3	ALLIER	5	355,00		3.000,00
4	BASSES-ALPES	5	1.200,00		
5	HAUTES-ALPES	1	200,00		
6	ALPES-MARITIMES	7	1.250,00	200,00	1.000,00
7	ARDECHE	5	700,00	400,00	1.000,00
8	ARDENNES	1	100,00		
9	ARIEGE	1	200,00		2.000,00
10	AUBE	2	280,00	1.000,00	
11	AUDE	7	280,00		
12	AVEYRON	3	300,00	200,00	
13	BOUCHES - DU - RHONE	15	1.420,00	200,00	4.000,00
14	CALVADOS	4	250,00	600,00	4.000,00
15	CANTAL	0			
16	CHARENTES	0			
17	CHARENTES - MARITIMES	6	1.250,00	1.100,00	3.000,00
18	CHER	6	430,00	1.000,00	2.000,00
19	CORREZE	8	630,00	500,00	7.000,00
20	CORSE	0			
21	COTE-D'OR	9	1.000,00		2.000,00
22	COTES-DU-NORD	11	1.650,00	3.000,00	4.000,00
23	CREUSE	0			
24	DORDOGNE	5	500,00	1.000,00	1.500,00
25	DOUBS	8	630,00	1.100,00	1.000,00
26	DROME	16	2.950,00	4.000,00	7.000,00
27	EURE	1	100,00		
28	EURE-ET-LOIR	4	130,00	100,00	1.000,00
29	FINISTERE	7	750,00	3.000,00	5.000,00
30	GARD	7	280,00	800,00	1.000,00
31	HAUTE-GARONNE	23	3.630,00	2.500,00	9.000,00
32	GERS	2	400,00	1.000,00	2.000,00
33	GIRONDE	7	1.100,00	300,00	3.000,00
34	HERAULT	12	1.750,00	3.000,00	7.000,00
35	ILLE-ET-VILAINE	18	2.470,00	1.100,00	5.000,00
36	INDRE	2	400,00		
37	INDRE-ET-LOIRE	2	150,00		
38	ISERE	24	3.150,00	6.100,00	22.000,00
39	JURA	10	6.750,00	250,00	7.500,00
40	LANDES	0			
41	LOIR-ET-CHER	2	20,00		
42	LOIRE	20	1.465,00	700,00	3.000,00
43	HAUTE-LOIRE	1	10,00		
44	LOIRE-ATLANTIQUE	9	900,00	3.200,00	8.000,00
45	LOIRET	4	530,00		2.000,00
46	LOT	1	100,00		
47	LOT-ET-GARONNE	0			
48	LOZERE	1	100,00		1.000,00
49	MAINE-ET-LOIRE	9	750,00	600,00	4.100,00
50	MANCHE	8	500,00	100,00	2.000,00
51	MARNE	4	345,00	300,00	1.000,00
52	HAUTE-MARNE	3	160,00	500,00	2.000,00
53	MAYENNE	0			
54	MEURTHE - ET - MOSELLE	15	895,00	700,00	2.000,00
55	MEUSE	0			
56	MORBIHAN	3	300,00	400,00	1.000,00
57	MOSELLE	24	1.180,00	1.300,00	1.000,00
58	NIEVRE	3	490,00		500,00
59	NORD	18	1.340,00	900,00	2.200,00
60	OISE	6	380,00	100,00	2.000,00
61	ORNE	15	800,00		
62	PAS-DE-CALAIS	6	450,00		2.000,00
63	PUY-DE-DOME	17	1.270,00	2.000,00	4.000,00
64	BASSES - PYRENEES	12	2.170,00		7.000,00
65	HAUTES - PYRENEES	3	350,00		
66	PYRENEES -ORIENTALES	4	330,00		
67	BAS-RHIN	7	700,00	700,00	1.000,00
68	HAUT-RHIN	2	150,00		
69	RHONE	28	22.400,00		8.500,00
70	HAUTE-SAONE	1	100,00		1.000,00
71	SAONE-ET-LOIRE	2	150,00	200,00	1.000,00
72	SARTHE	7	510,00	1.000,00	2.000,00
73	SAVOIE	17	3.250,00	2.000,00	3.500,00
74	HAUTE-SAVOIE	8	543,00	750,00	1.000,00
76	SEINE-MARITIME	19	1.140,00	4.600,00	12.000,00
77	SEINE-ET-MARNE	3	600,00		3.000,00
78	YVELINES	25	4.200,00	1.450,00	6.100,00
79	DEUX SEVRES	2	100,00		
80	SOMME	26	3.110,00	4.000,00	7.000,00
81	TARN	2	350,00		1.000,00
82	TARN-ET-GARONNE	4	350,00		1.000,00
83	VAR	6	1.270,00	100,00	1.500,00
84	VAUCLUSE	3	240,00	100,00	
85	VENDEE	5	430,00	2.400,00	2.000,00
86	VIENNE	1	150,00		1.000,00
87	HAUTE-VIENNE	0			
88	VOSGES	3	250,00	500,00	1.000,00
89	YONNE	5	320,00		
90	TER. DE BELFORT	0			
91	ESSONNE	30	2.835,00	300,00	5.100,00
92	HAUTS-DE-SEINE	37	6.384,00	6.100,00	10.000,00
93	SEINE-SAINT-DENIS	47	2.945,00	1.300,00	10.000,00
94	VAL-DE-MARNE	26	2.335,00		25.000,00
95	VAL-D'OISE	9	710,00	470,00	4.000,00

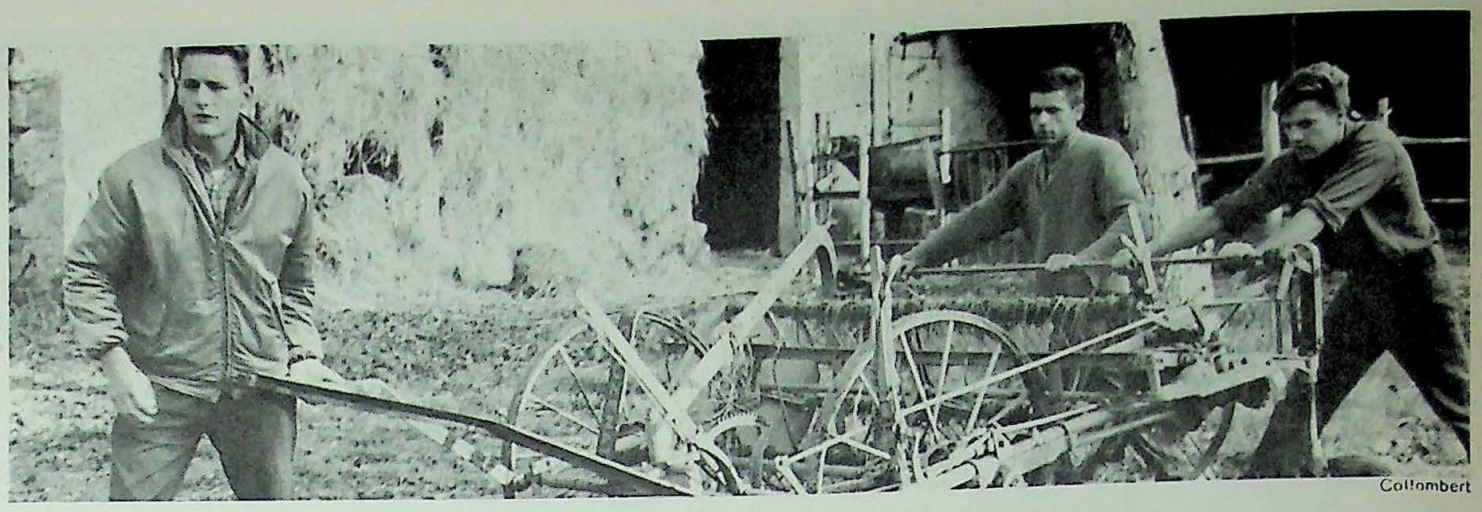
a4

série agriculture

Collombert

Le mois dernier, aux Editions du Seuil, paraissait le livre de Bernard Lambert, « Les paysans, dans la lutte des classes ». Livre choc, qui vient à son heure. La première édition est épuisée.

Au Mans, Jacques Malterre a demandé à Bernard Lambert comment, pourquoi, il avait écrit ce livre. Et quelles sont maintenant, les actions à entreprendre.



Collombert

Un livre de rupture

Interview recueillie par Jacques Malterre

T.S. : Voilà ton livre lancé. Comment ça marche ?

B. Lambert. Bien, très bien même. La première édition est épuisée. Le Seuil tire la deuxième à toute vitesse.

T.S. : C'est vrai que dans beaucoup de librairies on ne le trouve déjà plus ?

B.L. : Hachette a fait une opération sans précédent : des dépôts dans tous les bureaux de tabac en Loire-Atlantique.

T.S. : On a l'impression que le Seuil a sous-estimé l'impact que pouvait avoir ton livre. Dans le monde paysan ça doit produire l'effet d'une bombe ?

B.L. : C'est que, depuis « La France sans paysans » de nos amis Gervais et Servolin, il n'y avait pas eu grand-chose.

T.S. : Tu as dû avoir du travail ?

B.L. : J'en ai bavé ! Tiens, par exemple, le passage sur l'école, je n'arrivais pas à analyser ce que j'avais sur le cœur, ce que beaucoup de paysans ressentent confusément : l'instituteur, même quand il est plein de bonne volonté, est le représentant d'un monde extérieur au monde rural, d'un monde auquel il vient lui-même d'accéder par son effort. Mais dont la culture et même le langage qu'il transmet véhiculent le respect de l'ordre établi, l'ordre de la bourgeoisie. J'ai passé deux nuits entières à chercher les mots pour expliquer cela.

T.S. : J'ai été frappé aussi par ta critique de l'exploitation familiale et ce que tu dis de la place de la femme.

B.L. : Le paysan, dépassé par l'évolution générale de la société et de l'économie, et qui sent le mépris des cadres de cette société, s'accroche à son rôle de pater familias, chef de famille, chef d'exploitation.

T.S. : Quand tu as fait le tour de toutes les causes d'aliénation qui pèsent sur le paysan, on se demande comment certains peuvent s'en dégager pour accéder à la conscience politique de leur situation.

B.L. : Les faits les y aident.

T.S. : Ton livre, c'est un livre de rupture.

B.L. : Oui, la principale étant la rupture avec le courant réformiste.

T.S. : Les dirigeants de la F.N.S.E.A. ne te le pardoneront pas. Ils vont contre-attaquer ?

B.L. : Probablement. Je ne sais pas sur quel terrain. Mais ce que je dis sur la coopérative va faire hurler. Me dire que les paysans peuvent passer des contrats avec une firme privée dynamique, plutôt qu'avec des coopératives sclérosées, pour assurer leur survie ! Je dis aussi que les salariés des coopératives ont autant de droits que les paysans à la gestion des coopératives ! Ce sont là des idées inadmissibles pour tous ceux qui ont fait du corporatisme agricole un moyen d'assurer leur propre ascension.

T.S. : L'idée que la lutte des classe traverse la paysannerie elle-même n'est pas non plus une idée orthodoxe ?

B.L. : Ici, le difficile est de faire comprendre que l'axe sur lequel il nous faut développer un courant socialiste n'est pas la pauvreté, mais la prolétarisation.

T.S. : Tu esquisses, en prenant les problèmes les plus importants (problèmes fonciers, démocratie, coopérative, etc.), ce que devrait être une sorte de plateforme de luttes.

B.L. : Oui. On ne peut pas demander à un travailleur manuel de s'engager dans une action sans lui dire vers quoi il peut aller ; mais ce qui est le plus important, c'est de trouver des terrains de lutte.

T.S. : De luttes paysannes ?

B.L. : Pas isolées. C'est en commun avec d'autres couches sociales, et en premier lieu avec la classe ouvrière que nous mènerons cette lutte contre le capitalisme.

T.S. : Mais toi, qu'est-ce que tu vas faire ?

B.L. : D'abord expliquer, discuter. Chaque jour, je reçois des dizaines de demandes. Il y a quelques jours j'ai tenu une réunion. Sur les 500 cultivateurs du canton, 350 sont venus. Presque partout, c'est la même chose. Il ne faut pas aller trop vite. Il ne faut avancer que deux pas en avant des masses ! Mais ça remue. J'ai pu, à cause de mon bouquin, parler à la télévision. Jamais je n'y étais parvenu auparavant. Je vais exposer mes idées à la radio belge, pour les Wallons.

J'ai participé à Strasbourg à une rencontre de jeunes paysans venus de 17 pays. Dans les prochaines semaines, je dois faire des réunions à Besançon, Clermond-Ferrand, Brives, Niort, Nancy, Cahors, Nevers, dans les Vosges. Et ce n'est qu'un début...

T.S. : Ça va durer combien de temps ?

B.L. : Je ne sais pas. Je me donne un an.

T.S. : Et la ferme ?

B.L. : J'y passe entre deux trains. Ma femme et mon frère sont formidables !

T.S. : Et l'action syndicale ?

B.L. : Pour le moment je n'ai plus de responsabilités. C'est peut-être mieux ainsi. Mais je ne suis pas seul. Tout seul je n'arriverais à rien. Il faut que dans chaque endroit, il y ait des prolongements.

Nous allons lancer un bulletin de liaison. Tous les militants ruraux du P.S.U. doivent contribuer à former des groupes. Mais le plus utile aujourd'hui, c'est un développement des luttes. C'est aussi de faire connaître ces luttes, d'expliquer où en sont arrivés ceux qui les ont menées.

T.S. : Toute cette action, pourquoi la mènes-tu ?

B.L. : Ça me passionne. Bougrement. □

Ch. Kuhn

Les paysans prolétaires

Alain Guillerm

Ce n'est pas un hasard si les révolutionnaires marxistes s'occupent des paysans. Pour la gauche ouvrière classique ils ne représentent qu'une force d'appoint, comme d'autres couches de la petite-bourgeoisie, aussi use-t-on envers eux de formules démagogiques et vagues (« la terre à ceux qui la travaillent ») sans faire réellement une analyse des potentialités révolutionnaires de la paysannerie.

Le dogmatisme, comme le révisionnisme, considéraient les paysans (en prenant certaines affirmations de Marx à la lettre hors de leur contexte) comme une masse barbare et arriérée.

Or, en 1961, une vague de manifestations agraires d'une violence inouïe déferle contre l'ordre gaulliste dans le Sud, le Centre et surtout dans l'Ouest (Quimper, Morlaix, etc.). Depuis un an, le P.S.U. existait, il aurait pu n'y voir que des réactions petites-bourgeoises, il y vit un phénomène nouveau. (Cf. S. Mallet : « Les paysans contre le passé ».) Lentement va alors s'ébaucher une convergence entre le mouvement des paysans et notre parti.

Dirigeant de la F.N.S.E.A. dans l'Ouest, Bernard Lambert adhère au P.S.U. en 1966.

Le sens de cette adhésion, Michel Rocard le rappelle dans sa préface du livre de Lambert : « Il serait faux de dire qu'il était d'accord avec les positions agricoles définies par nous, et beaucoup plus vrai de dire que le P.S.U., soucieux de renouveler la problématique socialiste dans ce secteur s'inspirait déjà dans ses positions agricoles de l'expérience théorique et pratique de militants comme Lambert, alors qu'ils étaient extérieurs au parti. »

Paupérisation ou prolétarisation ?

C'est cette double expérience qui conduit Lambert à classer aujourd'hui les paysans — pas tous — parmi les masses prolétariennes. Il montre que l'axe sur lequel il faut développer un courant socialiste chez les paysans est non la pauvreté mais la prolétarisation. Par tous les moyens, de la coopérative aux sociétés capitalistes, le paysan a été forcé de quitter le secteur d'échanges archaïques où la propriété privée (la « parcelle ») avait encore un sens, pour entrer dans le monde marchand moderne, capitaliste où, quelles que soient les formes juridiques, son travail est mécanisé, exploité, dépossédé. Ce processus va être accéléré par la disparition de la majorité des paysans (ils ne sont plus que 17 % des travailleurs actifs). Mais, paradoxe, le capitalisme français qui les maintenait artificiellement en a fait des prolétaires avant de prétendre les faire disparaître ; il en a fait des gens qui pourront se défendre collectivement comme, et avec, les ouvriers. Le capitalisme leur a donné des armes qu'ils vont utiliser, non pour se maintenir dans une existence archaïque, mais pour, avec les ouvriers, détruire le système. « Il n'existe pas, nous rappelle Lambert, une multiplicité de pouvoirs partiels, économiques ou autres, dont les travailleurs pourraient s'emparer progressivement. Le pouvoir bourgeois est un. » Il est possible et faisable « de le remplacer par le pouvoir des travailleurs à tous les niveaux ».

En effet, la bourgoisie s'est mise dans une situation impossible ; elle a maintenu la propriété de la terre pour les petits paysans, mais elle doit maintenant la liquider pour « urbaniser », « reboiser ». Comme le dit Lambert : « Dans notre monde industriel et urbain, l'espace devient et deviendra une denrée rare, précieuse. » Dans ces conditions, l'agriculteur est stratégiquement bien placé pour mener une action socialiste.

Quel socialisme ?

« Nous ne croyons pas que le socialisme consiste à remettre le pouvoir à ceux qui posséderaient la science infuse, tant au plan idéologique que technique. L'expérience montre que de tels socialismes doivent s'en remettre à la police et aux divisions blindées pour se protéger de la colère du peuple.

« Nous savons au contraire que nous voulons un socialisme reposant non pas sur des nationalisations menant au capitalisme d'Etat, mais sur une prise en charge collective, par les travailleurs eux-mêmes, des moyens de production. Si, à ce stade, la démocratie réelle n'est pas respectée, elle ne le sera nulle part ailleurs.

« Nous voulons changer radicalement le statut de l'homme au travail, détruire la domination des dirigeants sur les dirigés, afin que la force de travail cesse d'être une marchandise.

« Enfin, les paysans veulent savoir ce que deviendront demain, les entreprises auprès desquelles ils s'approvisionnent ou vendent leur production lorsqu'un mouvement populaire prendra le pouvoir. Proposer les nationalisations suscite de violentes réticences. A quoi bon changer un patron par un fonctionnaire, même s'il s'agit d'un camarade du parti ?

« L'autogestion, ou plutôt la démocratie dans les entreprises jointe à la planification, n'est peut-être pas une panacée, mais elle est essentielle. Elle doit s'inscrire dans un plan de développement global. »

Une même classe

Au lieu d'avancer ces slogans socialistes, les réformistes (P.C.F. compris) demandent non un dépassement du mode de production capitaliste déjà installé en fait dans l'agriculture, mais un retour à l'archaïsme : « La terre à ceux qui la travaillent. » Or la plupart des paysans sont prêts à comprendre que cette possession individuelle correspond à une aliénation profonde. Contrairement à ce que disaient autrefois certains représentants de l'Eglise catholique, la propriété du sol n'est pas sacrée. Elle doit devenir un bien collectif autogéré. Le droit au travail, qui concerne des hommes, est supérieur à tout droit concernant des objets.

On voit que le programme « paysan » est, avec ses caractères spécifiques, le même que celui des ouvriers, que l'évolution a fait qu'ils sont devenus « deux couches sociales » d'une même classe.

Lambert va donc, dans le problème des alliances, mettre au premier plan le rapport avec les ouvriers. Mais, pour aborder concrètement le problème, une médiation est nécessaire : « l'action des paysans dans l'économie globale » ou ce qu'on pourrait appeler le problème régional. En effet, les paysans sont répartis géographiquement d'une manière bien spécifique dans « ces régions pauvres, excentrées, où la population agricole représente 30 % ou plus de la population active totale.

Pas des déportés

Aux prétendus socialistes qui offrent comme solution l'industrialisation, Lambert étorque : « nous ne nous laisserons pas chasser de nos terres pour être déportés à Paris ou ailleurs car, contrairement à ce qui se passait au siècle dernier, les richesses du sous-sol et, surtout, la proximité des sources d'énergies ne sont plus fondamentales pour localiser une industrie. L'électricité, par exemple, produite par centrale nucléaire, peut être installée sans tenir compte de contraintes géographiques. » De même « le développement d'une économie portuaire dans l'Ouest... n'est en rien contraire à l'intérêt du capitalisme. Mais faire vivre Bordeaux, Nantes ou Brest face à Anvers ou Rotterdam nécessite un arrière-pays fortement peuplé et industrialisé ». C'est cet arrière-pays dont l'existence est contraire à l'intérêt du capitalisme, car le conserver ou le créer n'entraine pas de profits immédiats.

Les paysans devront imposer le développement des régions excentriques pour éviter leur déportation. Cette lutte est d'autant plus forte que l'Education nationale, centraliste, cultive chez les paysans, par le biais d'une bonne partie de ses instituteurs, la destruction systématique de leur culture nationale ou régionale : « Il faut apporter les lumières humanistes. Il faut aussi extirper les mauvaises habitudes, telles, par exemple, que ce fâcheux laisser-aller qui amène la plupart des enfants à utiliser la langue ou le dialecte parlé par leurs parents (...). L'expression populaire, régionale, linguistique sera donc totalement évacuée. » Lambert ne parle pas ici à la légère ; il sait bien que seule, avec l'Espagne et la Grèce fascistes, la France refuse l'enseignement des langues minoritaires, alors que le breton est la langue d'usage de 500.000 paysans.

Les plus disponibles

La dernière question que l'on peut se poser est : pourquoi les paysans ont-ils atteint un tel radicalisme et une telle clarté théorique chez un de leurs représentants ? Lambert esquisse lui-même la réponse quand il dit dans sa conclusion « qu'ils sont peut-être les plus disponibles, les plus neufs puisqu'ils abordent actuellement le monde industriel et qu'ils prennent conscience de leur situation de prolétaires ».

Quarante ans de réformisme et de stalinisme ont pesé sur les ouvriers ; ceux-ci s'en défont peu à peu, plus rapidement depuis Mai 68.

La jonction du combat des ouvriers et des paysans radicalisera leur lutte commune. □

Amiens : lycéens en colère

Albert Rousselles

Si la grande presse a surtout parlé d'Amiens pour se faire l'écho de cette vaste et sourde campagne antisémite dirigée contre certains commerçants de la ville (la réplique de celle qui avait sévi à Orléans), elle a fait silence sur l'événement qui a le plus agité la ville à la fin du deuxième trimestre : une grève lycéenne d'une ampleur inaccoutumée, qui a cristallisé des affrontements très significatifs.

Grève de masse

C'est la circulaire Guichard rendant facultatif l'enseignement d'une deuxième langue vivante à partir de la 4e, qui a mis le feu aux poudres.

D'emblée, le C.A.L. dénonçait le véritable objectif de cette mesure : volonté de sélection sociale accrue, renforçant les privilèges des enfants de milieux aisés.

Démarrée au lycée de garçons, la grève eut d'emblée un caractère de masse. Dès le premier jour, plusieurs centaines de lycéens refusaient d'assister aux cours, et une manifestiation organisée à l'intérieur de la cité scolaire rassembla vite 500 participants.

Par la pratique des meetings-débats, la grève devait toujours demeurer sous le contrôle des lycéens. D'autres lycéens rejoignirent le mouvement : lycée de filles surtout, et, en partie, lycée technique commercial.

De plus, la grève lycéenne s'inscrivait dans une période de mobilisation des étudiants et des professeurs du Supérieur contre cette même circulaire. Professeurs du S.N.E.Sup. et étudiants de la faculté de Lettres étaient également en grève.

Le S.N.E.S. avait, lui aussi, prévu une semaine d'action dont les lycéens avaient attendu le démarrage pour se mettre en grève. Le rapport de forces était alors tel que lycéens et professeurs grévistes étaient totalement maîtres des locaux occupés.

L'arme du discrédit

Le pouvoir ne pouvait tolérer cette situation. Avec l'appui de la presse locale et nationale, il commence par tenter de discréditer le mouvement dans l'opinion publique. La télévision régionale interviewe des lycéens fascisants, hostiles au mouvement, qui calomnient les grévistes. Ceux-ci n'ont pas accès à l'antenne pour répondre.

A l'intérieur de la cité scolaire des « rumeurs » sont propagées : on parle notamment de « voies de fait contre les personnes ». Evidemment purement imaginaires.

Le mouvement ainsi isolé par le discrédit, il devenait possible de l'abattre. Réunie après trois jours de grève, la Commission permanente « condamne de la façon la plus sévère certains actes très graves ayant eu lieu durant la grève des élèves ou sous son prétexte : voies de fait contre les personnes, détériorations, inscriptions à la peinture », et, en conséquence, la Commission « invite tous les élèves à reprendre les cours ».

Puis vint l'ultimatum de l'administration et du rectorat : ceux qui n'auraient pas rejoint la classe à la date limite convenue, seraient remis à leurs parents et traduits devant le conseil de discipline. Les lycéens repoussent l'ultimatum et leur lycée est fermé, un jour après le lycée de filles.

Avec le plus parfait arbitraire l'administration sélectionne 130 lycéens qui paieront pour les centaines de grévistes. Et parmi eux, certains, toujours au hasard, seront plus durement frappés, pour l'exemple.

A l'extérieur, la police vient à la rescousse, interpelle, interroge, photographie, fiche.

Les incertitudes du S.N.E.S.

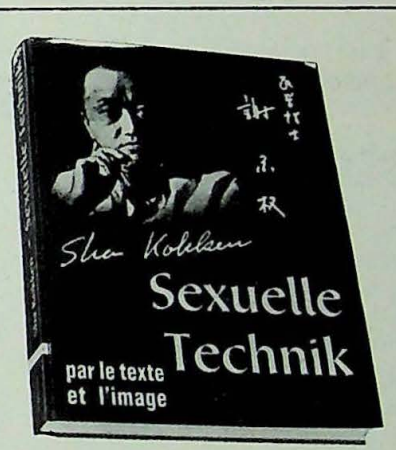
Face à la réaction, le corps enseignant est hésitant. L'initiative ayant appartenu aux lycéens, le S.N.E.S. se sent en position délicate : pour ne pas être accusé de suivisme vis-à-vis des élèves, le syndicat va-t-il se mettre en position d'allié objectif de l'administration ?

Car s'il avait prévu une semaine d'action contre la circulaire, le S.N.E.S. avait omis d'envisager la possibilité d'une action commune avec les élèves.

Certes, dans un premier temps, les enseignants affirment que l'administration ne doit pas sanctionner les grévistes. Mais cette affirmation ne s'appuie sur aucune action. Les lycéens se battent seuls contre la répression. Et leur lutte même les éloigne de plus en plus des enseignants qui ne se sentent pas concernés.

C'est qu'ils n'ont pas encore compris que depuis Mai 68, leur responsabilité vis-à-vis de l'avenir des élèves ne s'arrête pas à la sortie de la classe, mais qu'elle implique au contraire la recherche d'actions communes pour mieux défendre cet avenir menacé par la politique de la bourgeoisie. C'est ce dont il faudra débattre au sein du S.N.E.S.

Quant aux lycéens, ils continuent leur lutte, peu décidés à se résigner à la répression. La grève leur a dévoilé l'existence d'une conscience de masse. Ils ne sont pas prêts de renoncer à la force qu'ils se sont, collectivement, découverte.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.
Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.
Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.
« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connait l'importance de l'amour dans la vie des hommes.
« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »
Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.
Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P., ou bien 60 F c/remb.
Veuillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M. .....
Adresse .....
Mode de paiement .....

Le P.C. à Nanterre

Y. Paugam

Récemment, dans une lettre à **Tribune Socialiste** (n° du 19 mars), R. Barbet, maire de Nanterre, montrait une fois de plus quelle est l'attitude du P.C. vis-à-vis de la gauche révolutionnaire. Quelle est en effet à ce sujet la pratique du P.C. à Nanterre sur la Faculté et sur la ville ?

A la Faculté

Les étudiants de l'U.E.C. participent aux conseils de gestion qui ont décidé l'occupation du campus par la police, même s'ils ne l'ont pas votée. Enferrés dans le piège de la participation et faisant ainsi le jeu de la politique réformiste d'Edgar Faure, ils ont été absents des luttes de masse anti-capitalistes depuis le début de l'année (en Lettres, Droit et Sciences-Eco) contre la rentabilisation — la sélection — et l'enseignement bourgeois. De plus, leur pratique principale a été de s'opposer sans relâche à la lutte des militants révolutionnaires (voir leurs déclarations qui, comme celle de Barbet, réprouvent à la fois l'activité des gauchistes et des fascistes !...). En outre, lorsque le pouvoir a envoyé ses fascistes et ses flics tenter de briser la montée des luttes étudiantes contre l'université bourgeoise, l'U.E.C., en se cantonnant dans des protestations de principe, a ainsi une fois de plus laissé la tâche effective des luttes à la masse des étudiants et aux militants révolutionnaires et s'est encore plus déconsidérée aux yeux des étudiants et travailleurs en lutte.

Sur la ville

Nanterre est l'hôtesse des congrès du P.C.F. Le P.C. y a la main sur pratiquement toute la vie locale depuis 35 ans. Il a à sa disposition son journal, « l'Eveil », qui, en chœur avec la presse bourgeoise, pratique surtout la calomnie systématique, notamment depuis mai 68, vis-à-vis des « gauchistes ». Dans la vie locale, seul ce qui vient de l'initiative du P.C. est bon, susceptible de « répondre aux besoins des travailleurs ». Pas question de contester quoi que ce soit. La structure hyper-hiérarchisée du P.C. et la crainte d'un débordement par la gauche conduisent les dirigeants locaux à bloquer toute possibilité de vie vraiment démocratique. Depuis 35 ans qu'il a le pouvoir, le P.C. n'a pas su ou n'a pas voulu susciter une quelconque décentralisation des décisions — que ce soit dans les quartiers, les écoles, les associations sportives et culturelles, toute décision quelque peu avancée prise directement par la population est immédiatement jugée « aventuriste » et « irresponsable ». On fait pression auprès du bureau d'une association de jeunesse, l'A.J.S.N., pour exclure son dirigeant jugé « irresponsable » et « provocateur », parce qu'aux côtés de militants maoïstes et du P.S.U., il a osé « squatter » des terrains. Si la population de Nanterre vote encore P.C., c'est par tradition, car elle y abdique de plus en plus son pouvoir de classe, son pouvoir de masse. Comment vouloir en effet que les ouvriers prennent le pouvoir dans leurs entreprises quand ce pouvoir leur est refusé à la fois par la bourgeoisie et le P.C. dans leur cadre de vie ?

Dans les entreprises

La confusion P.C.-C.G.T. est totale, des responsables de l'Union locale aux délégués syndicaux, en passant par les permanents à la fois du P.C. et de la C.G.T. Cela devrait favoriser la popularisation des luttes ouvrières ; en fait, actuellement et de plus en plus, outre la continuelle campagne anti-révolutionnaire menée dans les entreprises, ça aide la chasse aux « gauchistes ». On pourrait citer bien des cas comme par exemple depuis mai 68 quand les militants révolutionnaires se faisaient chasser des portes des usines (notamment chex Solex) par le service d'ordre P.C.-C.G.T. ; en juin 69, quand des membres d'un comité de base constitué aux Papeteries de la Seine sont emmenés au commissariat sous l'œil goguenard d'un permanent qui saisit les tracts et papiers personnels de ces militants ; en février 70, chez Citroën, deux militants du Comité d'Action sont arrêtés, sur la dénonciation probable du Syndicat Indépendant. Que fait la C.G.T. ? Elle polémique avec ce syndicat pour savoir qui avait « le mieux répondu aux attaques des gauchistes » ; février 70, un militant du P.C. reçoit un mauvais coup à la Faculté ; il est aussitôt présenté comme une victime ouvrière des « nervis maoïstes », alors qu'il est surtout connu pour être un gorille du P.C. spécialisé dans le matraquage des gauchistes (C.T.R. à Rueil, Solex, etc.).

Vis-à-vis des travailleurs immigrés

La référence au marxisme-léninisme devrait obliger le P.C. à faire de l'internationalisme prolétarien un axe de lutte prioritaire; or, qu'en est-il à Nanterre ? Les habitants des bidonvilles et des garnis représentent 20 % de la population ! Certes, c'est la bourgeoisie qui en est responsable, mais la municipalité ne fait de son côté pour ainsi dire rien pour améliorer leur sort, pour les loger. Les différents comités d'alphabétisation nés spontanément parmi la population non seulement ne bénéficient d'aucune aide, mais se voient refuser les salles municipales. Et la campagne du P.C. s'exerce à plein contre les étudiants et travailleurs révolutionnaires qui s'occupent de l'alphabétisation. La municipalité reste pratiquement neutre à l'égard des agissements des sociétés privées ou mixtes vis-à-vis des familles nord-africaines (SONACOTRA, LOGIREP), même lorsqu'elles engagent des procédures d'expulsions. Elle n'intervient pas non plus dans les sous-locations des garnis et crie « à la provocation », au « gauchisme », quand ce sont les militants révolutionnaires qui, eux, viennent aider ces travailleurs.

Espérons que nos camarades communistes remettront peu à peu en cause le sectarisme centralisé et la politique anti-révolutionnaire qui est actuellement celle de leur bureaucratie, à Nanterre comme ailleurs, pour venir s'unir dans la gauche révolutionnaire qui seule pourra détruire le capitalisme et instaurer un réel socialisme. □

Le Congrès de l'UNEF

Pierre Gautier

Le mouvement étudiant qui, depuis la révolte de Berkeley aux Etats-Unis a étonné le monde, est un peu partout en crise dans les pays occidentaux. Le S.D.S. allemand vient de décréter sa propre disparition, les organisations étudiantes américaines se sont dispersées et émiettées. En France cette crise se fait sentir à son tour, bien que dans de moindres proportions. Une partie des groupes révolutionnaires qui avaient trouvé force et vigueur grâce à la révolte étudiante de mai 1968 se sont détournés de la lutte en milieu universitaire. Ayant constaté que le mouvement étudiant, malgré toute sa charge explosive, ne pouvait pas se substituer au mouvement ouvrier, ils se sont consacrés à des tentatives d'implantation en milieu ouvrier sans arriver à se débarrasser de leurs vues sectaires ou spontanéistes. De ce fait le terrain étudiant a été abandonné pour une part aux forces qui, telles l'U.N.E.F. Renouveau et dans une moindre mesure l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, entendaient limiter les luttes universitaires à la défense d'intérêts corporatistes sans utiliser le potentiel anticapitaliste d'une grande partie de la masse étudiante.

Les étudiants du P.S.U., à la tête de l'U.N.E.F. depuis 1967 se sont refusés à prendre l'attitude à courte vue de la plupart des groupes. Ils ont considéré qu'il était indispensable de tout faire pour que se crée et se développe un mouvement étudiant de masse et anticapitaliste à partir du capital politique de mai-juin 1968. Dans les derniers mois leur intervention dans les actions contre l'élévation des droits d'inscription, contre le décret Boulin (sélection en médecine) a montré qu'il existait chez beaucoup d'étudiants un répondant pour cette conception du mouvement. Toutefois cela n'a pu compenser une montée relative des courants traditionnalistes (malgré leur quasi-absence des luttes). Les nouvelles générations étudiantes qui, pour une large part, ont peu vécu mai-juin 68 ne se politisent en effet que très progressivement et distinguent encore mal les orientations politiques réelles derrière les habillages idéologiques qui les masquent. Les grands moyens d'information ont d'ailleurs joué dans ce sens depuis l'échec de juin 1968.

Aussi, si la direction de l'U.N.E.F. a marqué des points en faisant accepter les nouvelles structures votées au congrès de Marseille (décembre 1968) et en obligeant la fraction U.N.E.F. Renouveau à s'y plier, si elle a remporté une victoire politique très importante contre la participation, elle n'a pu éviter que les forces traditionnalistes n'apparaissent en progrès lors du congrès d'Orléans. L'U.N.E.F. Renouveau a obtenu près de 20 % des mandats l'A.J.S. plus de 34 % alors que le bureau national sortant en obtenait 34 % et voyait repousser son rapport moral. Il n'était donc plus possible d'envisager la poursuite pure et simple de la politique menée jusqu'à présent.

A la majorité relative (il y avait trois listes en présence) le congrès a élu un bureau de gestion politique de la crise (majoritairement P.S.U.) qui limite son mandat à quatre points essentiels : poursuite de l'action anti-impérialiste, lutte contre la participation, explications à la grande masse des étudiants, coordination des luttes.

Il va sans dire que cette élection n'a en elle-même rien réglé et que dans les jours et les semaines qui viennent, il sera nécessaire qu'un regroupement des forces révolutionnaires du mouvement étudiant viennent appuyer les efforts que font les dirigeants de l'U.N.E.F. pour permettre au mouvement étudiant anticapitaliste de s'affirmer. □

luttes internationales

Le problème kurde n'est pas encore résolu

Michel Besson

Depuis quelques semaines, la presse prétend qu'une solution définitive au problème kurde a enfin été trouvée. En fait, la réalité est moins heureuse. Si un accord provisoire a mis fin, en effet, à la guerre du Kurdistan d'Irak, le peuple kurde n'en reste pas moins divisé et persécuté.

L'été dernier, un séjour de trois mois au Kurdistan (Turquie, Syrie, et parmi les maquisards d'Irak) m'a permis de comprendre un peu mieux tout cela.

Quest-ce que le Kurdistan?

Les Kurdes (de 12 à 14 millions de gens environ, mulsumans en grande partie) vivent sur un vaste territoire (500 000 km2) partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'U.R.S.S. Le Kurdistan est un pays de hautes montagnes, dont certaines culminent à 5 000 mètres, coupées de plaines fertiles, et où prennent leurs sources les deux grands fleuves du Moyen-Orient : le Tigre et l'Euphrate.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, malgré les invasions mongoles, arabes, persanes... les Kurdes, de race et de langue indo-européennes, ont vécu en petites communautés quasi indépendantes. Dans certaines régions, l'esprit tribal s'est peu à peu estompé, laissant la place à un sentiment nationaliste qui a conduit, en 1920, par la Société des Nations et le traité de Sèvres, à la reconnaissance « du droit des Kurdes à former une nation indépendante ».

Malheureusement, en 1923, attirées par l'odeur du pétrole, les grandes puissances ratifièrent le traité de Sèvres, et divisèrent alors le Kurdistan, par le traité de Lausanne, entre la Turquie (actuellement 6 millions de Kurdes), l'Iran (5 millions), l'Irak (2,5 millions), la Syrie (500 000) et l'U.R.S.S. (160 000).

Un demi-siècle de persécutions

Pour son malheur, le Kurdistan a un sous-sol très riche et qui regorge de pétrole. D'autre part, il se trouve au cœur des luttes d'influences entre le monde communiste, les Occidentaux et le monde arabe.

Pourtant, depuis 1923, les Kurdes n'ont jamais perdu leur ardent désir de liberté, face à la répression que les gouvernements exercèrent contre eux en cherchant à les « assimiler » aux peuples turc, arabe ou iranien. Les nombreux soulèvements kurdes furent sévèrement réprimés : assassinats des leaders kurdes, déportations, tortures, répression culturelle... En Turquie, par exemple, il y eut plus de 500 000 morts !

Je me souviens encore avec quelle ardeur désespérée des Kurdes de Turquie m'ont expliqué tout cela : le gouvernement d'Ankara a encore si peur d'éventuels soulèvements qu'un important dispositif militaire (présence de soldats et de matériel américains) quadrille toute la région kurde ; là-bas, le régime interdit de publier ou d'enseigner en langue kurde, si bien que des millions de paysans restent analphabètes et délaissés par le progrès technique.

Plusieurs livres et journaux circulent sous le manteau ; les organisations sont bien sûr clandestines. Elles sont en rapport, par des filières secrètes à travers la montagne, avec les Kurdes d'Iran ou d'Irak. L'une de ces filières m'avait permis de passer parmi les maquisards kurdes d'Irak.

De nombreuses personnes sont encore en prison, souvent accusées de « nationalisme kurde » ou de « communiste » (le parti communiste est interdit en Turquie). La peur de l'armée et la crainte de la police sont partout, mais chacun espère. Dans les campagnes, surtout, où l'on ignore la langue turque, les paysans vénèrent les héros Kurdes et attendent l'heure de la libération, une libération qui remettra en question pas mal de choses. En effet, n'oublions pas que la Turquie est l'une des cartes maîtresses des forces de l'O.T.A.N. contre l'Est et que les U.S.A. y entretiennent plus de 200 bases militaires stratégiques.

En Syrie, où j'ai pu également me rendre, le gouvernement a la même peur des Kurdes et il a instauré un plan officiel pour « arabiser la région kurde du Nord du pays ». Les trois quarts des Kurdes sont considérés comme étrangers et menacés de déportation dans les déserts du Sud.

En Iran, la répression est plus sournoise. Le Shah joue sur une politique de terreur, en se servant à la fois de pressions occidentales (U.S.A. - France...) et soviétiques. La « Savak » (police iranienne) est vigilante et sans pitié. Certains des partis politiques kurdes (tous clandestins) prônent la lutte armée, comme leurs frères d'Irak. Il existe une radio, quelques écoles et journaux kurdes, mais à but unique de propagande. Le peuple reste aussi pauvre et exploité.

En U.R.S.S., enfin, les Kurdes jouissent de bien des droits (économiques, culturels..., il existe des centaines de livres, d'écoles et de journaux kurdes), sauf le droit d'aider leurs frères de Turquie ou d'ailleurs.

Mais c'est en Irak que les Kurdes sont les plus organisés dans leur révolte.

Que se passe-t-il en Irak?

Dans ce pays, où vivent 8 millions d'Irakiens (dont 2 500 000 Kurdes), l'instabilité politique depuis 1958 (chute de la royauté et départ des Anglais) s'est traduite par six coups d'Etat militaires accompagnés des pires barbaries (pendaisons sans aucun jugement, tortures, extermination de milliers de personnes...).

En 1961, désirant contrer la répression du régime de l'époque, les Kurdes ont pris le maquis.

Le gouvernement actuel, baassiste, et son chef El Bakr, ont pris le pouvoir en juillet 1968. Aucun problème n'a été résolu. La réforme agraire n'a pas été appliquée ; les paysans (80 % de la population) sont dominés par une minorité de riches propriétaires ; les ouvriers sont misérablement rémunérés ; et les richesses du sous-sol (pétrole) sont exploitées par les trusts étrangers qui ne donnent à l'Irak que 50 % des bénéfices !

Jusqu'en début 1970, la politique des baassistes envers les Kurdes fut la même que celle des précédents régimes, la guerre contre les maquisards et le bombardement des villages.

Il y a quelques semaines, les dirigeants irakiens traitaient encore les Kurdes en révolte de « brigands », de « hors-la-loi au service des impérialistes »... Le 16 août dernier, cette politique s'est traduite par l'assassinat de 67 femmes et enfants Kurdes qui ont été brûlés vifs à Dakan, au nord-est de Mossoul.

Le 26 janvier 1970, ce même gouvernement décrète une amnistie générale pour les Kurdes et le 11 mars, un accord était conclu entre les autorités de Bagdad et celles du maquis.

Pourquoi cette subite volte-face ? L'accord sera-t-il durable ? Résout-il vraiment le problème ?

En fait, même si les combats sont arrêtés, même si l'accord a

provoqué plusieurs grandes manifestations du peuple irakien, de nombreux observateurs restent inquiets, et cela, pour plusieurs raisons.

Sachons tout d'abord que l'Irak, comme tous les pays du tiers monde, est loin d'être indépendant économiquement. En effet, l'exploitation de sa première richesse, le pétrole, est entièrement aux mains des monopoles étrangers. Les trusts français, par exemple, détiennent 23,75 % des parts financières de la Compagnie Irakienne des Pétroles ; les Américains, 23 % ; les Anglais, 11,6 %, etc.

La France y possède plusieurs usines (dont une usine Renault), des banques, et se trouve au cinquième rang des importations de l'Irak. Ce dernier a aussi d'importants contrats avec l'U.R.S.S. (pétrole), la Pologne (soufre), le Japon... Cette dépendance économique se double d'une multitude de pressions politiques contradictoires et le régime, pour rester en place, doit véritablement jongler avec toutes ces pressions, aux dépens de la population.

Le mécontentement populaire grandit ; les oppositions d'extrême droite (dans l'armée surtout) et de gauche se préparent à prendre le pouvoir. Le parti communiste irakien (clandestin) est le plus organisé du Moyen-Orient ; l'aile révolutionnaire de ce parti prône la lutte armée et plusieurs centaines de ses militants arabes et kurdes combattaient au Nord contre l'armée gouvernementale.

Le maquis le plus grand du monde

Pour situer le problème kurde dans tout cela, il faut tout d'abord savoir que les quatre cinquièmes du pétrole irakien se trouvent en région kurde, et bien que toujours protégées par l'armée, les installations ont été à maintes reprises attaquées par les maquisards. J'ai assisté en septembre 1969 à des combats qui se déroulaient à quelques kilomètres des puits de pétrole de Kirkouk dont on voyait les torchères flamber dans la nuit.

L'exploitation des gisements était donc entravée par la poursuite des hostilités et les rois du pétrole iraquien (dont les bureaux sont à Londres) commençaient à s'inquiéter.

Les pressions venant de droite ou de gauche, furent telles que le régime, malgré sa répression sur ses opposants (Arabes et Kurdes), avait de sérieuses difficultés pour rester en place, à moins d'un coup de théâtre ou d'une alliance provisoire avec une force quelconque de soutien.

C'est ainsi que l'accord avec les Kurdes fut signé, avec sincérité ou non, le 11 mars 1970.

Cette soudaine volte-face des baassistes a rendu méfiants les premiers intéressés, puisque les maquisards ont demandé comme garantie de garder leurs armes, même l'armement lourd. Dans le passé, il y eut plusieurs trêves et plusieurs accords, mais deux mois après, le gouvernement reprenait les combats, prétendant que les Kurdes en demandaient trop dans leurs revendications.

En 1961, ils ont pris le maquis, avec à leur tête, un paysan, Mela Mustafa Barzani qui m'avait assuré au cours d'un entretien en septembre dernier, que lui et les siens ne demandaient pas l'indépendance, mais « l'autonomie dans le cadre de la nation irakienne ».

Que désirent les Kurdes?

Depuis 1961, leurs positions n'ont fait que se renforcer. En janvier 1970, vingt-mille « peshmergas » (résistants Kurdes) contrôlaient un territoire plus grand que la Belgique et où vivaient 1 200 000 Kurdes. Ce maquis, appelé « Kurdistan libéré d'Irak » est organisé par le Parti Démocratique du Kurdistan (P.D.K.) qui prône la réforme agraire (distribution des terres aux paysans) et la nationalisation future des moyens de production (comme les pétroles, par exemple).

J'ajoute que le docteur Mahmoud, qui était à la tête de la délégation kurde pour les négociations, m'avait bien fait remarquer que même si son parti visait « l'autonomie des Kurdes en Irak », le programme du P.D.K. (article 23) n'en prévoit pas moins qu'une fois en paix, des Kurdes d'Irak « soutiendront la lutte du peuple kurde dans les diverses parties du Kurdistan pour sa libération » (Turquie, Iran, Syrie).

Ce qui est aussi à souligner, c'est que les partisans de Barzani ont cru jusqu'à l'accord qu'une solution n'aurait été possible qu'avec le changement de régime. Ils semblent donc avoir été aussi surpris de la bonne volonté du gouvernement dont les ministres ont plusieurs fois dirigé en personne les combats contre les forces et les villages kurdes ! Toutes les pressions internes et externes contre le pouvoir expliquent en partie cette subite reconnaissance de l'existence du peuple kurde.

En effet, Nasser et la R.A.U. ont à maintes reprises poussé le gouvernement à trouver une « solution pacifique à la question kurde ». Le F.P.D.L.P. (palestinien) a soutenu officiellement la lutte des Kurdes. La gauche du parti baassiste, dans les autres pays arabes a depuis longtemps reconnu le nationalisme kurde. Mais les pressions sont aussi venues des grandes puissances (U.R.S.S., France...) qui arment le gouvernement de Bagdad : la Grande-Bretagne (Hawker-Hunter, avions), l'U.R.S.S. (bombardiers, Migs, Illiouchine), la Tchécoslovaquie (canons, mitraillettes, fusils), la France (chars, automitrailleuses, des centaines de tonnes de munitions...) etc.

L'Irak avait jusqu'ici mobilisé contre les Kurdes une armée (60 000 hommes) qui va maintenant pouvoir être utilisée contre Israël, mais aussi, dans un éventuel conflit contre l'Iran, puisqu'au Sud, le gouvernement iranien (soutenu par les U.S.A.) prétend que la région du Chatt-el-Arab lui appartient.

En quoi consiste donc l'accord ?

L'accord qui a été rendu public le 11 mars 1970 par le général El Bakr lui-même, se compose de quinze points et semble satisfaire en grande partie les revendications des autonomistes Kurdes.

Pour la première fois, « le gouvernement reconnaît officiellement le droit des Kurdes à une autonomie dans le cadre de la république irakienne ». Juste avant la signature de l'accord, il y aurait eu divergence sur l'administration de la région de Kvikouk dont la population est kurde, mais où l'on trouve les plus grands gisements pétroliers du pays. Un compromis fut établi. Une partie de la région appartiendra au Kurdistan autonome.

Un « Comité supérieur » sera formé pour surveiller l'application de l'accord et mettre en place l'administration kurde dans les districts autonomes : ceux de Souleimanya, Erbil et Duhok et les sous-districts d'Anjar, d'Al Agr, Akho, Amaduja, Shaikhan et Khanaquin.

Cinq à six ministres du gouvernement central de Bagdad seront kurdes. Les langues officielles seront le kurde et l'arabe.

Des journaux, des écoles et une station de télévision en kurde seront créés.

Les victimes de la guerre seront indemnisées. Les Kurdes pourront parvenir à toutes les fonctions publiques et seront exemptés des impôts qui se sont accumulés durant dix années de combats.

Signalons enfin que les Kurdes garderont leurs armes jusqu'à ce qu'une situation véritablement démocratique s'instaure en Irak.

Le « problème kurde » n'est pourtant pas résolu

L'arrêt de la guerre et toutes ces réformes sont très importants, mais un certain nombre d'Irakiens (Arabes et Kurdes) s'en montrent pourtant insatisfaits, objectant que l'accord ne change en rien l'exploitation du peuple puisque rien n'a été dit sur la réforme agraire et sur les conditions de travail des installations pétrolières : « Les paysans devront donc continuer à subir la domination des riches propriétaires qui vivent sur leur dos, et l'on devra toujours dépendre économiquement des trusts pétroliers étrangers qui nous distribuent d'une façon arbitraire et paternaliste une part des bénéfices, par l'intermédiaire du régime baassiste qui s'en met plein les poches. A quoi sert l'accord si les Arabes et les Kurdes doivent continuer à être exploités, par bourgeoisie ou bureaucratie interposées ? »

Cette objection que m'a faite un étudiant arabe est aussi celle des révolutionnaires du parti communiste irakien qui demandent de continuer la lutte armée.

De toute façon, on n'a pas fini d'entendre parler de tout cela, car même si l'accord reste durable, les peuples du Moyen-Orient ne seront jamais libres, maîtres de leur destin, tant que les richesses de cette région du monde appartiendront à des étrangers qui ne voient que leurs intérêts immédiats.

Ainsi, le problème kurde reste insoluble dans le contexte international actuel.

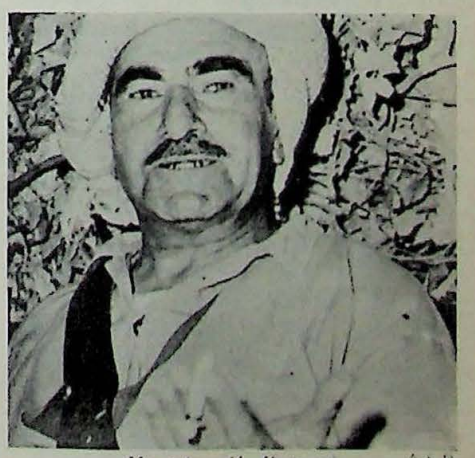
En effet, si les Kurdes obtiennent une certaine autonomie, le nord de l'Irak deviendra alors une base pour les luttes des communautés kurdes d'Iran, de Turquie et de Syrie... ce qui remettra en question tôt ou tard le **statu quo** frontalier que veulent conserver les grandes puissances.

Mais d'autre part, certains observateurs pensent que si El Bakr et son gouvernement tiennent parole et appliquent à la lettre, l'accord signé, la droite soutenue par les puissances occidentales et l'Iran va tout faire pour le renverser, comme elle avait déjà essayé de le faire en janvier (47 comploteurs ont été fusillés et pendus).

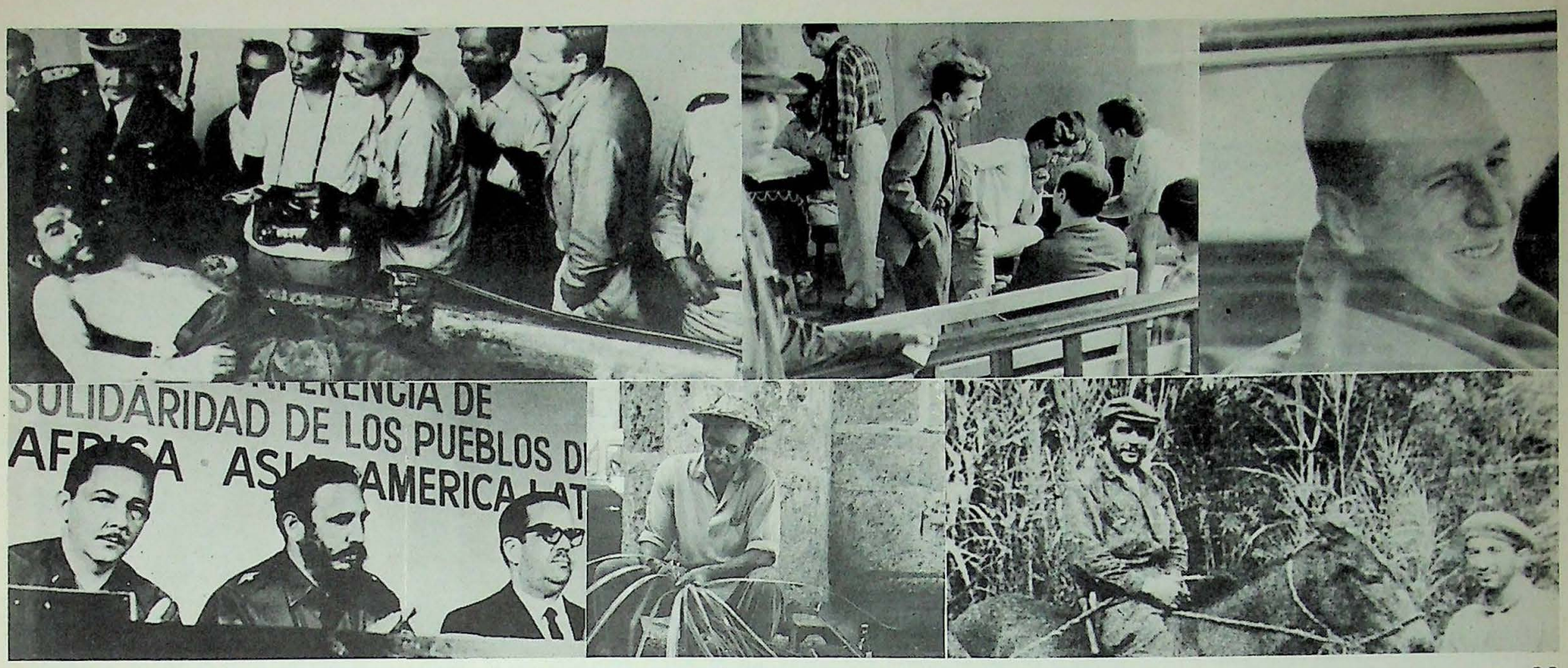
Le problème est donc loin d'être résolu. Une solution définitive ne pourra être trouvée que lorsque les peuples possèderont eux-mêmes leurs richesses et leurs moyens de production et qu'ils vivront, non pas sous la concurrence impitoyable d'une minorité, mais dans une entente fédéraliste.

Quant à nous, Européens, quand comprendrons-nous qu'en brûlant notre essence (pétrole kurde en partie) dans nos voitures, nous cautionnons les barbaries exercées contre le peuple kurde ? L'action que l'on doit mener n'est pas de ne plus rouler en voiture, mais de dénoncer et d'abolir les privilèges de ceux qui tirent de chez nous toutes les ficelles de ces intrigues et de ces innombrables souffrances. □

● Pour tout renseignement complémentaire ou toute correspondance avec l'auteur, écrire au Mouvement mondialiste, log. 2e district, gare S.N.C.F., 17-La Rochelle.



Mostafa El Barzani



D.R.

Lutte armée ou néo-péronisme en Amérique latine

Bernard Lévy

Le 6 mars, le ministère de l'Intérieur interdisait à la vente le livre de Carlos Marighela « Pour la libération du Brésil ». Il faut voir dans cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression une des conséquences de la venue en France d'un responsable de la police brésilienne.

Ce livre est un appel à la lutte armée et contient un manuel du guérillero urbain. Bien que Marighela adapte son analyse à la réalité brésilienne, la guérilla urbaine s'étend à tout le continent américain et Marcellin semble craindre qu'elle ne s'étende encore plus.

L'interdit qui frappe ce livre souligne son importance idéologique : l'évolution de la tactique de la guérilla, seule voie de la révolution socialiste en Amérique latine, malgré l'échec du foquisme (foco = foyer de guérilla rurale).

Du foquisme à la guérilla en site urbain

Le bilan de la guérilla rurale est un constat d'échec. Guevara, Torrés, Lobatón sont tombés. Hugo Blanco, Régis Debray sont emprisonnés. Les guérilleros de Douglas Bravo se terrent depuis des années dans les forêts vénézuéliennes. La guérilla rurale n'a pas atteint son but. L'implantation des foyers ne s'est pas multipliée, les masses n'ont pas bougé.

C'est sur la constatation de l'échec du foquisme que Marighela décide de passer à l'attaque dans les grandes villes du triangle : Rio de Janeiro, Sao Paulo, Belo Horizonte, région industrielle la plus active de l'Amérique latine. Dès septembre 1968, suivant l'exemple des Tupamaros en Uruguay, les guérilleros brésiliens exproprient les banques, dynamitent les installations de l'armée, mettent à sac les locaux commerciaux nord-américains, exécutent les agents de l'impérialisme. Contre la répression, ils organisent des enlèvements de personnalités politiques, du spectacle et du sport et les relâchent contre la libération des révolutionnaires emprisonnés. La capture de l'ambassadeur nord-américain Burke Elbrick permet la libération de quinze détenus.

Cinq mois après la mort au combat de Marighela en novembre 1969, la tactique de la guérilla en site urbain s'étend à toute l'Amérique latine. Début mars, un ministre est enlevé au Guatemala ainsi que l'ambassadeur du Japon au Brésil ; le 19 mars, quatre fonctionnaires du gouvernement sont exécutés à Santa Fé en Colombie.

« Troisième voie » ou guérilla urbaine

En Bolivie, le général Ovando lance un dernier avertissement à la « gauche antinationale » après l'exécution, le 16 mars dernier, du directeur du journal « Hoy » et de sa femme. Ovando, depuis septembre, s'est lancé dans la « troisième voie », rêve d'autarcie des bourgeoisies du tiers monde, « l'unique révolution viable en raison de notre situation géopolitique ».

Le régime de « l'authentique gauche nationale » bolivienne est néo-péroniste : nationalisations - projets de réforme agraire. La lutte contre l'impérialisme et ses agents, les latifundistes conservateurs a une résonance dans le sentiment anti-impérialiste des masses et de la bourgeoisie industrielle nationale.

La Bolivie en 1970 n'est pas l'Argentine de Peron en 1945. L'impérialisme a depuis repris le terrain perdu lors du second conflit mondial. Ovando n'a pas dans ses caisses les 3 milliards de pesos (≃ francs 70) en or et en devises de l'Argentine au lendemain de la guerre. Ovando n'a pas en face de lui comme seul tenant des idées socialistes un parti communiste entièrement déconsidéré par un prolétariat qui a dû faire « des sacrifices dans les entreprises anglo-saxonnes, alliées des peuples de l'U.R.S.S. ».

En Bolivie et au Pérou, s'affrontent l'anti-impérialisme bourgeois et l'anti-impérialisme des classes exploitées ; le premier, qui ne met pas en question le système capitaliste est voué à l'insoluble équation o (capitaux, énergie, industrie lourde), le second qui s'engage dans la seule voie ouverte : la guérilla urbaine contre la sainte trinité de l'impérialisme, l'oligarchie terrienne, la bourgeoisie industrielle.

Stratégie de la guérilla et révolution socialiste

« L'alliance armée des ouvriers et des paysans » passe par-dessus l'enlisement bureaucratique des inexistants ou impuissants P.C. latino-américains. La lutte armée est devenue l'expression politique de la partie consciente des organisations de masse : les syndicats latino-américains (comme la C.G.T. argentine) épuisés dans une impossible lutte au jour le jour contre une exploitation plus radicale que celle des pays industrialisés.

La lutte armée menée par un groupe limité de guérilleros n'est pas la négation populiste de la grève générale insurrectionnelle. Elle n'est pas une provocation qui appelle la répression sur l'ensemble des classes exploitées, elle ne greffe pas sur un mouvement révolutionnaire de masse des pratiques putschistes, pour la bonne raison que ces mouvements n'existent pas ou n'existent plus en Amérique latine.

Les guérillas urbaines en Amérique latine ont démontré, en relation avec des conflits de classes plus aigus qu'en Europe, la nécessité de susciter la prise de conscience politique et l'organisation révolutionnaire des classes exploitées pour que les travailleurs latino-américains ne laissent qu'à eux-mêmes le soin de vaincre l'impérialisme. □

A.F.P.

La patrie

Michèle Vannesse

Qui nous rebat toujours les oreilles de la patrie et de la nécessité de la construire si ce n'est la majorité actuelle du gouvernement français ? Mais qu'est-ce que la patrie sinon le lieu où demeurent les amis et la famille, ou bien le lieu où l'on a choisi de vivre ?

Les autorités françaises démontrent que leur patrie est celle de leurs intérêts. Les réfugiés basques en subissent quotidiennement les conséquences.

Le vendredi 20 mars, le réfugié basque Etxave, condamné à mort par le régime franquiste, est condamné à deux mois de prison par la cour d'appel de Pau. Son crime : avoir contrevenu à un arrêté administratif d'éloignement en Haute-Saône pour rejoindre sa femme et ses enfants en Pays-Basque. Etxave entreprend une grève de la faim à la prison de Pau.

Le soir même, un groupe de Basques se rend à la mairie de Bayonne pour demander d'y faire une grève de la faim, par solidarité ; le maire Grenet fait appel à la police. Celle-ci (agents avec la matraque à la main, quarante gendarmes mobiles), bien qu'aucun délit ne soit relevé, embarque les huit grévistes basques et deux militants P.S.U., Robert Brun, secrétaire de la section de Bayonne Côte Basque, et J. Garat, pour un « contrôle d'identité » qui se poursuivra jusqu'au milieu de la nuit.

Le samedi matin, 21 mars, la grève de la faim reprend dans la cathédrale de Bayonne, Aux treize réfugiés politiques basques espagnols se sont joints des nationalistes basques français, du mouvement **Enbata.**

La police les expulse le mardi soir 24. Dans la soirée, le curé et les vicaires de la cathédrale ont publié un communiqué pour signifier que ce n'est « ni sur leur requête, ni avec leur accord que la police est entrée dans la cathédrale ».

La presse et l'opinion publique se sont émues des «déportations» des réfugiés politiques. En effet, le cas d'Etxave n'est pas isolé et les assignations à résidence sont systématiques.

Les prétextes :

- la sûreté du territoire, et sans doute les accords « culturels » franco-espagnols ?
- le chômage qui sévit dans le pays. Mais pour développer un pays, la solution n'a jamais été d'en faire partir ses habitants.

La répression n'est pas toujours bête et aveugle. Elle répond souvent à des intérêts précis, et tel semble bien être le cas au pays basque. □

Actualité de l'impérialisme

Gérard Féran

Les manifestations actuelles de l'impérialisme, les questions théoriques sur l'exploitation du tiers monde, tels ont été les deux premiers thèmes abordés par G. Féran pour cerner le problème de l'actualité de l'impérialisme (*). Il termine aujourd'hui cette série d'articles en étudiant la notion de super-impérialisme.

●

Lénine pensait qu'à terme le développement parallèle de multiples Etats impérialistes débouchait sur un affrontement armé inter-impérialiste. En même temps, il fustigeait l'attitude de Kautsky, lequel croyait que le stade ultime du développement capitaliste était la création d'un ultra-impérialisme

Or n'existe-t-il pas aujourd'hui un nouveau stade de développement du capitalisme caractérisé par l'existence d'un super-impérialisme **imposé** aux autres nations impérialistes ? Ainsi les Etats-Unis peuvent ou doivent établir sur le reste du monde une domination économique excluant toute possibilité de décision réellement autonome de la part des autres pays.

Les moyens essentiels de cette domination sont de deux types.

Un super-impérialisme bien établi

● Les entreprises multinationales permettent une emprise croissante sur les appareils de production et de recherche des Occidentaux. Le processus est assez simple : un excédent initial de capital permet de disposer d'un avantage technologique suffisant et de s'assurer les moyens des premières implantations. Celles-ci étant évidemment très rentables, l'excédent de capital susceptible de permettre d'autres rachats va en augmentant et le super-impérialisme accroit ainsi sa domination (sur ce point, voir l'article de R. Grillault dans « T.S. » nº 444).

● La mainmise sur le système monétaire international. On sait que la stabilité de l'étalon de mesure est nécessaire au bon fonctionnement des échanges internationaux. Or l'économie américaine est la seule depuis 1945 dont la puissance assure à sa monnaie intérieure une valeur indiscutée. Le dollar est donc devenu un moyen privilégié de paiement international. Mais par là même, il fait des Etats-Unis le seul pays au monde qui puisse exporter des capitaux sans avoir de souci de balance de paiements ; et si, d'aventure, un pays réclamait la conversion de ces dollars en or, les mesures de rétorsions économiques et militaire (cf. Allemagne fédérale) dont disposent les Etats-Unis seraient assez convaincantes pour qu'il n'insiste pas.

Mais si cette domination est ainsi bien établie, est-elle pour autant durable ?

Un super-impérialisme durable ?

La question de la pérennité du super-impérialisme est difficile à trancher. Il est possible toutefois d'en aborder quelques aspects.

Tout d'abord, y a-t-il place pour un autre super-impérialisme ? On peut penser en particulier au Japon ; mais celui-ci bénéficie de l'aide américaine pour se développer et surtout, il ne joue pas le rôle coûteux de gendarme du monde. Les Etats-Unis pourraient alors si le danger devenait pressant, lui faire partager les charges de la défense du Sud-Est asiatique et saper ainsi une des bases de son développement : la faiblesse de ses défenses militaires depuis 1945. Qui plus est, Cl. Julien a montré dans « l'Empire américain » que les ressources mondiales en matières premières ne sont pas suffisantes pour assurer, aux prix que désirent les impérialistes, l'existence d'une deuxième économie dominante.

Mais d'autres problèmes sont posés aux Américains et il ne semble pas qu'ils puissent les résoudre aussi aisément que le précédent. Ils sont inhérents à la croissance du super-impérialisme et peuvent donc créer les conditions de son affaiblissement, voire de sa destruction.

● Baran et Sweezy (« le Capitalisme monopoliste ») ont mis en évidence un problème essentiel pour le super-impérialisme : l'absorption du surplus. Le surplus économique est la différence entre la valeur de la production et son coût. Il est devenu si important aux Etats-Unis (56 % du PNB en 1963) que son absorption devient difficile, dans le cadre d'une économie fondée sur la recherche du profit. Les investissements et la recherche-développement sont devenus insuffisants comme source d'absorption.

Dès lors, à l'intérieur, l'impérialisme américain est contraint de réaliser des opérations dont l'utilité sociale est faible, voire nulle, et qui de ce fait, rencontre une opposition politique et sociale croissante : effort pour vendre, dépenses militaires, etc. Ces opérations se font dans des secteurs de moins en moins capitalistiques et entraînent une socialisation ac-

(*) Voir « T.S. » numéros 447 et 448.

crue des forces de production. Il y a là une contradiction que l'impérialisme doit surmonter. C'est pourquoi il recherche des formes très capitalistiques telles que la lutte contre les nuisances... qu'il a par ailleurs contribué à créer.

A l'extérieur, l'impérialisme a longtemps pensé que le tiers monde serait un bon exutoire pour ses capitaux. Mais la politique de transferts sous forme d'investissements privés est d'une rentabilité telle que chaque année les profits rapatriés du tiers monde sont supérieurs aux nouveaux investissements américains. Le tiers monde devient donc créateur de surplus. Pour résoudre cette nouvelle contradiction, l'impérialisme pourrait financer le démarrage de certains pays, mais cela lui est impossible car :

1. Il favoriserait la socialisation des forces productives et leur opposition aux rapports de production existants.

2. Il aiderait la prise de conscience par les élites, de leur exploitation.

3. Il offrirait une chance à la renaissance de cultures anciennes qui ne manqueraient pas de s'opposer aux menées impérialistes.

4. La fin de l'extension de surplus signifierait la fin de l'exploitation. Le maintien de la domination impérialiste n'est donc pas un hasard.

● Un autre problème demeure pour le super-impérialisme américain : il s'agit de la contradiction entre les intérêts du capital pris dans son ensemble et ceux des capitalistes pris individuellement.

Le stade actuel étant un stade imposé aux impérialismes secondaires, deux situations peuvent survenir.

1. Le super-impérialisme ne parviendrait pas à rationaliser ou dominer suffisamment l'économie mondiale pour imposer son autorité. Dans ce cas, même si les conflits entre Etats impérialistes n'éclatent pas, les conflits entre monopoles demeureront et à terme l'analyse de Marx sur la baisse tendantielle du taux de profit sera vérifiée.

2. Le super-impérialisme deviendrait un système accepté par tous les producteurs ; mais pour naître et se développer, il a nourri des fauves incontrôlables : les spéculateurs. Leur puissance est si considérable qu'ils réussissent à faire continuer la hausse des prix alors que la production diminue. Or cette puissance peut se retourner contre les Etats-Unis si tel est leur intérêt financier et affaiblir ainsi la domination mondiale de ce pays. (Par exemple, par l'intermédiaire du marché euro-dollars, alimenté par le déficit de la balance des paiements américaine).

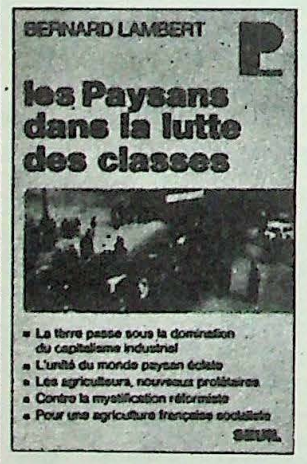
Une contradiction fondamentale

Ainsi, s'il est possible de dire qu'en 1970, le système économique capitaliste est dominé par le super-impérialisme américain, il n'est pas possible d'affirmer qu'économiquement le système est durable ; ses contradictions internes demeurent importantes, mais il a des possibilités de les surmonter. Toutefois, ce qui semble le caractériser, c'est qu'il ne peut survivre qu'en accroissant constamment la socialisation des forces de production. Or cette socialisation est en contradiction flagrante avec le maintien des rapports de production capitalistes nécessaires à la survie du système de super-impérialisme.

En dernière instance, la contradiction fondamentale de ce système semble être de nature politique et sociale. Elle est irréductible ; encore faut-il que la masse des travailleurs mondiaux en prenne conscience... c'est là notre travail.

D.R.

VIENT DE PARAITRE



LES PAYSANS
DANS LA LUTTE DES CLASSES
par Bernard Lambert

l'irruption du capitalisme industriel dans le monde clos de l'agriculture française bouleverse les structures mentales et les institutions (propriété familiale, religion, école) sur lesquelles reposait l'unité du monde rural. Désormais, à côté des petits paysans pauvres, on voit apparaître des exploitations modernes où le chef d'entreprise devient sur sa propriété **le salarié des grandes firmes industrielles** de produits alimentaires. La lutte des classes s'installe à la campagne. La "révolution silencieuse" est en train de devenir bruyante. Les paysans de l'ouest l'ont montré. Leur leader, Bernard Lambert, explique pourquoi.

Préface de Michel Rocard
Collection de poche "Politique" dirigée par Jacques Julliard - numéro 37 - volume simple : 5 F

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15e) - C.C.P. Paris 58 26 65.
Veuillez expédier, franco de port, à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre

Ci-joint un chèque de .....

M .....

Adresse .....

.....

Revue théorique du Parti Socialiste Unifié.
Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraitre.
En vente à « Editions Syros »,
54, boulevard Garibaldi, Paris.
C.C.P. 19.706.28.
- **L'exemplaire : 5,00 F.**
- **Abonnement : 6 numéros 20,00 F.**

Télévision

Des ciseaux et des goupillons

Gilbert Hercet

Les émissions dites « de variétés » de notre télévision nationale sont, on le sait, d'une pauvreté et d'une bêtise affligeantes, si l'on excepte quelques séquences de **A l'affiche du monde** et de **Tous en scène.** Cette dernière émission, même si elle traînait parfois en longueur, avait l'immense avantage de présenter un aspect « décontracté », débridé même parfois qui nous réveillait des Zitrone de l'ennui. Là, enfin, on entendait de la vraie musique pop, des ensembles anglais souvent exceptionnels, le tout dans un style de réalisation ne se prenant pas trop au sérieux. J'emploie l'imparfait car, vous le savez, cette émission est désormais supprimée. Motif : le 23 mars dernier, **MM. Bober, Desfons, Dugowson et Ventura** sont allés trop loin en nous présentant les Charlots revêtus de soutanes et trimballant joyeusement leurs goupillons dans les champs en chantant, cependant qu'un Christ nous affirmait qu'il en avait « ras le bol » de porter sa croix. En pleine « semaine sainte » ! C'en était trop, bien sûr. Nous ne verrons plus **Tous en scène.**

Il faut élever ici une protestation indignée. Ainsi, il suffit que les groupes de pression calotins les plus retardataires fassent écrire des lettres ou des articles par leurs grenouilles de bénitier pour qu'un conseil d'administration dont on mesure une fois de plus l'indépendance d'esprit prenne **immédiatement** une mesure d'interdiction ! C'est là un nouveau scandale. Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas, au nom de la liberté, de dire que **n'importe quoi** peut être montré à la télé, y compris ce qui serait diffamatoire. Mais c'est encore un curieux sens de la religion et du sacré que d'imaginer le catholicisme attaqué de front par une telle émission de variétés... Jacques Siclier qui, dans **le Monde,** donne volontiers dans le catholicisme social, mais qui est un journaliste honnête, n'y voyait lui-même qu'un « plaisant canular ». Et puis, pourquoi ne pas dire que pour ceux qui ont au contraire trouvé bien pesant le programme de Pâque « bien-pensant » que nous avait mitonné l'O.R.T.F., ce type d'émission représentait (enfin !) comme une récréation.

Regardons d'ailleurs qui proteste et qui s'indigne : **Télé 7 Jours,** le grand hebdomadaire progressiste (qui appartient pour 50 % au groupe Hachette et pour 50 % au groupe Prouvost) ; **l'Aurore,** par la plume de M. Dominique Pado, sénateur réactionnaire de Paris ; **Nice-Matin,** par celle de M. Roger Bouzinac, secrétaire général du plus grand syndicat patronal de la presse régionale, sans compter, bien sûr, **le Figaro** et **la Croix.**

On sait ainsi qui l'O.R.T.F. sert lorsqu'il interdit **Tous en scène** et qu'au contraire il poursuit la diffusion des chabanneries et des **Télé-Dimanche. Télé-Dimanche,** voilà n'est-ce pas, de la bonne télé populaire, avec accordéon, tiercé, lycéens studieux, et même, les grands jours, Mireille Mathieu ou, mieux, comme dimanche dernier, cet ahurissant « hommage à Offenbach » digne du patinage de Trifouillis-les-Gonesse. Ah oui ! merci messieurs du conseil d'administration de nous permettre de voir ça en famille chaque dimanche ! Merci surtout à vous, Monsieur Marcillac, ça c'est tenir le peuple ! Comme c'est bizarre, comme c'est étrange que vous soyez en même temps suppléant (U.D.R.) de M. Péretti (Achille), l'actuel député de Neuilly-sur-Seine, et président de l'Assemblée nationale... □

Y'en a marre, Marcillac

L'une des émissions les plus populaires de notre télé, c'est, paraît-il, **Télé-Dimanche.** C'est dimanche après-midi, il y a du sport (de moins en moins, du reste), on est en famille, on regarde la télé, maman fait la vaisselle, c'est la France, quoi ! Alors les penseurs de cette émission pensent qu'il faut faire « populaire ». Et du coup, on a droit aux « chansons que vous aimez » (des bluettes chantées par des minables), un coup d'accordéon, quelques lycéens méritants, et puis les grands jours, comme dimanche dernier, pour équilibrer Ferrat, en prime, on a l'inévitable Mireille Mathieu. Et même mieux, comme invitée spéciale, on peut avoir... la Société Protectrice des Animaux ! Et du coup, l'écran tout entier s'emplit de buée, de larmes, et les ondes de sanglots fautifs : pauvres petites bêtes, tellement plus humaines que les humains, etc. Oui, franchement, y'en a marre ! Un quart des Français sont mal logés, des gens vivent dans des clapiers, des travailleurs immigrés crèvent dans des bidons-villes, mais pour ce qui est d'attirer l'attention de l'opinion publique sur un problème dramatique, Marcillac préfère les clébards et les lapins. □

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15e

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Butch Cassidy et le Kid

THEATRE

Des faits troublants

Depuis le 5 mars, au théâtre de l'Epée de Bois, une pièce satirique de Copi, mise en scène par Alfredo Rodriguez Arias, transpose et détruit le mythe de la présidente Eva Peron (femme du dictateur argentin).

Mardi soir, 24 mars, vers 21 h 30, alors que le spectacle était à peine commencé, un commando fasciste d'une vingtaine de jeunes gens masqués de bas, de foulards, casqués, armés de matraques et de barres de fer, s'est introduit par la violence dans la salle de spectacle.

Tandis qu'un groupe tenait les spectateurs en respect, le reste s'est réparti sur la scène et a détruit tous les décors. Ils se sont présentés aux spectateurs médusés comme les représentants de l' « Ordre Nouveau », désirant combattre ceux qui veulent « salir Peron ».

Pendant ce temps, une autre partie du commando s'est introduite dans les locaux administratifs, où elle a agressé le personnel de direction, et saccagé le bureau. Deux personnes ont réussi à s'enfuir. Les deux secrétaires ont été sauvagement matraqués et transportés à l'hôpital Cochin.

Les dégâts s'élèvent à plus de deux millions.

De nombreuses personnes habitant dans les alentours du théâtre, et des spectateurs attardés ont remarqué qu'au moment de l'intrusion du commando fasciste dans les locaux du théâtre, un car de police stationnait à proximité, dans la rue Mouffetard. De plus les forces de police, en dépit des nombreux coups de téléphone, du théâtre et de l'extérieur, ne sont arrivées que trois quarts d'heure après l'agression (le commissariat du Ve arrondissement est situé à 400 mètres du théâtre).

Le commando fasciste, à peine parti, deux journalistes étaient déjà sur place. Un journaliste de l'A.F.P. accompagnait le commando et téléphonait le déroulement des opérations depuis sa voiture.

Depuis octobre 68, la Ville de Paris, au service d'entreprises capitalistes qui veulent construire un parking à côté du théâtre, exige sa fermeture.

L'après-midi de l'attentat, elle a envoyé au directeur du théâtre une notification encore plus pressante, lui ordonnant de déposer les clés à la mairie.

Le mercredi 25 mars, le mouvement « Ordre nouveau » a téléphoné à la direction de l'Epée de Bois et a proféré des menaces ironiques devant la volonté de l'équipe de continuer le lendemain même de l'attentat, les représentations.

tribune socialiste

Hebdomadaire du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
31.000 exemplaires

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois ..... 22 F
1 an ..... 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10e - Tél.: 824-67-85 87
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamé, 61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9e.

Les louveteaux du gaullisme

Lucien Saintonge

Les délégués de l'U.J.P. (Union des Jeunes pour le Progrès) se sont retrouvés ,dans un grand enthousiasme fraternel, boy-scout et cocardier, de vendredi à dimanche dernier, sous un chapiteau de cirque, à Royan. Ils étaient plus de 2000, représentant, selon leur président R. Grossmann, les 18.000 adhérents du mouvemnt : le chiffre exact des membres de l'UJP se situe donc entre ces deux chiffres, mais, ne nous y trompons point, l'UJP a recruté depuis mai 68 : la jeune droite ne manque pas de bras.

Les choses avaient été bien préparées par les dirigeants, de la présence de Guy Béart à celle de J. Chaban-Delmas, des banquets aux calicots. La presse était là, et a rendu compte largement de ces assises. Et pourtant beaucoup de jeunes militants de l'UJP sont aujourd'hui un peu déçus : c'est qu'en effet la plupart des observateurs ont analysé les discours des « adultes » du gouvernement et du parti, mais n'ont guère prêté attention aux travaux de l'UJP elle-même. Il y a eu en effet deux Congrès à Royan : celui de l'UJP, et celui de l'UDR, et ce n'est pas du tout par hasard si le second a estompé le premier, avec la complicité de M. Robert Poujade.

Union de Jeunesse patriotique ou de Joyeux participationnistes ?

L'UJP, c'est un mélange de jeunes gaullistes « ouverts », participationnistes, concertationnistes, et tout et tout, et de lycéens ou d'étudiants viscéralement anticommunistes, proches de l'extrême - droite, volontiers activistes, et fort méfiants envers les « libéraux », fussent-ils actuellement ministres. Comme toujours dans ces cas-là, les références qui unissent sont celles du chef et du passé : c'est le général de Gaulle et c'est « une certaine idée de la France ». Et l'UJP de ce point de vue, c'est très intéressant, car c'est différent de l'UDR. L'UDR rassemble quelques dizaines de milliers de membres en cartes, boutiquiers non contestataires ou membres de professions libérales, retraités ou fonctionnaires, mais a toujours refusé jusqu'à maintenant de s'organiser comme un mouvement de masse : ce serait trop dangereux puisque l'initiative politique doit toujours appartenir aux ministres et aux chefs historiques; les statuts de l'UDR sont du reste rédigés de telle façon qu'il soit exclu que le militant de base y fasse prime.

L'UJP au contraire, c'est l'essai d'un mouvement gaulliste de masse, d'un gaullisme « populaire », proche par bien des aspects de ce que fut le gaullisme du RPF, le **pur** gaullisme d'autrefois. On comprend dans ces conditions les réticences de bien des leaders pompidoliens à laisser cette tendance s'exprimer à son aise à l'intérieur de la majorité.

On le comprend d'autant mieux qu'il y a dans l'UJP un côté « à nous toutes les places et tout de suite », marqué notamment par une volonté d'avoir des candidats nombreux aux élections législatives et municipales, tout à fait fiévreuse et inquiétante pour les notables en place.

Et puis, le troisième type d'intérêt de l'UJP à Royan, c'est que, pour la première fois depuis l'arrivée de Chaban, un mouvement gaulliste présentait des rapports portant sur la fameuse « nouvelle société » chère à Delmas. Et les dirigeants de l'UJP le faisaient après avoir travaillé pendant plusieurs semaines, la main dans la main, avec l'équipe de travail personnelle du premier ministre.

Un gaullisme de masse, partage entre la participation et l'activisme le plus forcené, un gaullisme d'une génération nouvelle et vorace, un gaullisme ayant plus travaillé que le mouvement officiel, c'était, pour le moment en tout cas, plus que n'en pouvait supporter la direction officielle du parti majoritaire, et l'UDR décida de mettre sous l'éteignoir cette manifestation, et le fit en déplaçant le centre d'intérêt de Royan, grâce à la « force de frappe » représentée par l'addition de ministres et de personnages officiels, et surtout par « l'ouverture à gauche » de Roger Frey.

Ainsi prêtera-t-on moins attention aux travaux de commissions et aux rapports émanant de la seule UJP. Et pourtant, il y aurait là un aspect utile à connaître, d'une jeune droite musclée réclamant que dans l'Université, les dispositions du Code pénal s'appliquent aux délits de droit commun, et, parallèlement, demandant de limiter l'âge des membres des conseils d'administration des sociétés commerciales... Oui, pour mieux comprendre, pour mieux analyser l'opposition des générations, et plus largement les contradictions d'intérêts, au sein de l'actuelle majorité, il convient désormais de ne pas oublier l'UJP.

Pas d'ennemis à gauche

Cela dit, Royan, ce fut aussi Frey, Fanton, Couve et Cie. Frey, on le sait, lâcha sa bombe appelant, pour les municipales, à s'allier avec tous ceux qui ne sont pas communistes. Déjà, le 28 février 1965 à Asnières, c'est lui qui avait lancé l'idée de faire de l'UNR un grand parti centriste et « ouvert ». Une fois de plus, il est parti tôt, l'objectif « municipales » méritant que la leçon des cantonales soit méditée : à défaut de pouvoir **grignoter** partout ce que certains appellent la gauche (radicaux-socialistes), pourquoi ne pas la **digérer** ?

Cela assurément n'est pas du goût de tout le monde chez les gaullistes, notamment chez les vieux grognards, et chez les debréistes couleur Fanton. Chaban, comme d'habitude, a laissé dire les uns et les autres, refusant de s'engager ouvertement trop tôt. Quant à R. Poujade, qui a statutairement le rôle un peu ingrat d'exprimer l'opinion de tout le monde à la fois, il a tout de même laissé entrevoir ce qui pourrait être la synthèse : on appellera « hommes dynamiques, hommes de bonne volonté » ceux des maires « centristes » ou « de gauche » qui accepteront l'alliance avec l'UDR, et « hommes vieillis, dépassés par le monde moderne », ceux qui s'y refuseront. Alors, M. Fréville, Montalat, Defferre, Lecanuet, Muller, Chandernagor, à vous de jouer ! Encore une bonne année en perspective pour J.-J. Servan-Schreiber et A. Savary...

En attendant, bien sûr, beaucoup des jeunes carnassiers qui sont entrés à l'UJP en se voyant déjà adjoints au maire de telle ou telle grande ville piaffent d'impatience et grognent contre cette mansuétude à l'égard de vieux loups de mer. Mais tout le monde se réconcilie dans un même mot d'ordre : sus aux trublions et aux agitateurs, vivent nos bonnes lois, nos bons tribunaux, notre bonne police et notre bon gouvernement pour lutter contre la vérole gauchiste et communiste ! Là, pas d'inquiétudes à avoir : Pompidou à Albi, Chaban, Poujade et Frey à Royan peuvent proclamer : tous unis, même combat ! □